

le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 560 JEUDI 31 JANVIER 1985 8,00 F

L'OFFENSIVE NOUVELLE-CALÉDONIE REVAINGCHARDE



PROCÈS D'UN INSOUMIS

Patrick Aguiar
condamné
à 15 mois de prison ferme.

PAGE 5

RESTRUCTURATION DANS LA PRESSE

La Fédération du livre
ébranlée par les mutations
technologiques.

PAGE 6 ET 7

LUTTES INDÉPENDANTISTES

Quel soutien anarchiste
pour les luttes
de libération nationale ?

PAGE 10

F01.2520

communiqués

• CHELLES

Le samedi 2 février 1985, à 20 h, au Centre culturel de Chelles (place des Martyrs-de-la-Résistance), le groupe Sacco-Vanzetti organise un gala de soutien avec Leny Escudero. Prix des places : 60 F, 50 F pour les auditeurs porteurs de la carte R.-L. ; en vente à la librairie du Monde libertaire, au local de la C.N.T. (33, rue des Vignolles, Paris 20^e), ou au local du groupe (1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles) le dimanche de 10 h à 12 h.

• NICE

Le groupe de Nice vous souhaite une bonne année libertaire et vous donne rendez-vous tous les samedis après-midi à l'entrée principale du Centre Nice-Etoile (avenue Jean-Médecin). Une vente militante de notre hebdomadaire s'y déroule jusqu'à 18 h, ainsi que la vente d'affiches et d'autocollants anarchistes. Pour nous écrire : A.D.I.A., c/o librairie Le Temps de vivre, 5, boulevard de la Madeleine, 06000 Nice.

• GARD

Le groupe libertaire du Gard va ouvrir son local à Nîmes courant février. Nous n'avons pas pu le faire plus tôt à cause de l'importance des travaux à réaliser et... des dépenses engagées. Nous appelons les libertaires de la région à faire preuve de solidarité pratique ou financière. Cela fait longtemps qu'il n'y a pas eu de local anarchiste à Nîmes, cela mérite un effort. Contactez-nous par l'intermédiaire des Relations intérieures.

• CRÉTEIL

Un groupe est en formation à Créteil. Notre but est de propager l'idéal libertaire. Nous assurons une vente du *Monde libertaire* tous les dimanches matin de 9 h à 11 h 30, au « marché » du vieux Créteil. Nous invitons les libertaires et les personnes intéressées à venir nous rencontrer, ou bien, à écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• NANTES

Désireux de développer une structure d'accueil, d'action et de culture libertaire, le groupe Frederico-Garcia-Lorca vous informe qu'il tient désormais ses permanences les premier et troisième lundi du mois, de 18 h à 20 h, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes. De plus, le groupe assure une vente du *Monde libertaire* tous les samedis matin, de 11 h à 12 h 30 au marché de Talensac.

• MONTREUIL

A partir du 19 janvier 1985, le groupe libertaire de Montreuil assurera la vente des journaux : *Le Monde libertaire* et *l'Union pacifiste*, tous les samedis, de 11 h à 12 h, avenue de la Résistance (face au centre commercial), métro Croix-de-Chavaux.

• CHELLES

Des cours d'esperanto auront lieu tous les jeudis à 20 h au local du groupe Sacco-Vanzetti. Ces cours pour débutants seront gratuits. Adresse du local : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare).



Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m^o République)
tél. : 805.34.08

débats

• ANGERS

Le groupe d'Angers organise deux meetings-débats sur le thème : « Face à la crise, ni droite ni gauche, l'alternative anarchiste », précédés de la projection d'un montage audio-visuel.

Le 6 février, à 20 h 30, salle de la Maraîchère, à Trélazé, rue Ludovic-Ménard.

Le 7 février, à 20 h 30, salle du C.A.D., 43, place G.-Bordillon, à Angers.

• BREST

Le vendredi 1^{er} février, le groupe Les Temps nouveaux invite les sympathisants libertaires à une réunion-débat au centre social de Bellevue, 1, rue P.-Trépas, à 19 h. Thème : « Qu'est-ce que la Fédération anarchiste ? ».

• LAVAL

La liaison F.A. de Laval organise un colloque-débat sur « Quel syndicalisme face à la crise » le jeudi 31 janvier à 20 h 30 au F.J.T. (102, rue du Pont-de-Mayenne, 1^{re} salle à droite, rez-de-chaussée). Une table de presse est prévue.

• LILLE

Le groupe de Lille organise un spectacle avec Philippe Val mardi 12 février à 21 h à la M.A.C., salle de la cinémac, boulevard Paul-Langevin (Cité scientifique), Villeneuve-d'Ascq (entrée : 50 F).

Le spectacle sera précédé, à partir de 19 h, d'une conférence-débat sur l'anarchisme (avec la présence notamment de plusieurs animateurs de Radio-Libertaire). Un stand librairie, ainsi qu'une expo et une buvette seront mis en place. Venez nombreux !

• CHELLES

Le samedi 23 février 1985, à 20 h 30, le groupe Sacco-Vanzetti organise une réunion-débat sur le thème : « De la Russie libertaire à l'U.R.S.S. des goulags ». Avec la participation d'Alexandre Skirda (écrivain, auteur de plusieurs livres de référence sur le sujet) qui animera le débat. Egalement projection du dernier film de Bernard Baissat : « Ecoutez Marcel L'ody » (témoin et acteur de la révolution russe).

Projection et débat auront lieu au local du groupe : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

En 1983, à l'initiative du groupe Bakounine de la F.A., un projet de « colo » voyait le jour et se réalisait au mois de juillet dans l'île d'Oléron. Cette initiative fut reprise en 1984 avec autant de succès.

Pour préparer la « colo » 1985, ou plutôt l'Echappée belle 85, un week-end de réflexion et de préparation aura lieu les 9 et 10 février prochain à Saint-Nazaire.

Si vous désirez y participer, écrivez-nous à l'adresse suivante : Dominique Pardot, 4, rue Charcot, 44600 Saint-Marc-sur-Mer/Saint-Nazaire, ou téléphonez à : Denis, au (56) 94.16.84.

Collectif organisateur
de l'Echappée belle 85

liste des permanences des groupes f.a.

• RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois. Groupe « Varlin », Paris 15^e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h, au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30, au métro Convention.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le vendredi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20^e : permanence le jeudi à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

BANLIEUE

SEINE-ET-MARNE

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

HAUTS-DE-SEINE

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. 668.48.58.

VAL-D'OISE

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

VAL-DE-MARNE

Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philipe, 2, rue Louise-Aglæ-Cretté, Vitry.

éditions

• « VOLONTÉ ANARCHISTE »

Le vingt-sixième numéro de la collection « Volonté anarchiste » est paru, dédié à Camus, décédé le 4 janvier 1960. Cette nouvelle brochure intitulée « Albert Camus et les libertaires » rassemble les contributions du philosophe parues dans le *Monde libertaire* et les articles, la plupart contemporains, se rapportant à sa vie, ses idées ou son œuvre.

L'exemplaire, 20 F, est en vente à la librairie du Monde libertaire. Mais n'oubliez pas le soutien qu'est l'abonnement ! Les huit numéros de Volonté anarchiste pour 150 F seulement ! L'abonnement de soutien à ne pas négliger à partir de 200 F. Une adresse : groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony. Les règlements doivent être adressés à l'ordre de A.S.H., C.C.P. 21 600 42 C Paris.

• « LA MÉMOIRE SOCIALE »

« Tous les arts ont produit leurs merveilles, l'art de gouverner n'a produit que des monstres. » Les compagnons du groupe Voline, pour leur part, poursuivant leur œuvre de désintoxication et d'hygiène sociale, viennent d'enfanter d'une bête indomptable et sauvage... *La Mémoire sociale* n° 3, revue d'humeur, vient de surgir des profondeurs de la nuit. Plongez-y sans plus attendre vos yeux et vos tripes, mais prenez garde... l'enfant mord !

Au sommaire : Page d'humeur (Edito) ; Les Indiens métropolitains (Joël) ; Prémabule pour la seconde livraison de l'Empire knouto-germanique (M. Bakounine) ; Introduction à l'esthétique anarchiste (M. Scrivener) ; Le Transgresseur est-il un facteur d'évolution (E. Armand) ; Ainsi vivent les anarchistes (poème).

En vente à la librairie du Monde libertaire : 10 F (numéros précédents encore disponibles). Abonnement simple (4 numéros) : 25 F ; abonnement de soutien : 40 F. *La Mémoire sociale*, c/o Gr. Voline, 26, rue Piat, Paris XX^e.

• PROMOTION « LA RUE »

Les éditions La Rue vous proposent à des prix réduits les livres dont elles disposent en stock :

« La Rue » n° 7, 8, 9, 11, 12, et la « Commune de Paris » (brochure) 30 F.
« La Rue » n° 13, 15, 16, 17, 18 40 F.
« La Rue » n° 19, 21, 22, 23, 24 60 F.
« La Rue » n° 25, 26, 27, 28, 29, et la « Commune libertaire » (brochure) 80 F.

Ces promotions sont disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement
(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Editorial, L'opposition face au problème calédonien, Manif contre Le Pen — PAGE 4 : En Bref, Congrès U.R.P.-C.F.D.T., Renault et l'Etat-patron, Education nationale et austérité — PAGE 5 : Patrick Aguiar, Justice et répression — PAGE 6 ET 7 : La presse : Grève au « Monde », La Fédération du livre face aux mutations — PAGE 8 : Allemagne : psychose terroriste, Grève des mineurs anglais — PAGE 9 : Italie : le mouvement contre la guerre, Espagne : montage policier — PAGE 10 : Luttes de libération nationale et révolution sociale — PAGE 11 : Notes de lecture, Cinéma, Bande dessinée, Programme de Radio-Libertaire — PAGE 12 : Opération « Jean-Fabien », L'année de la décentralisation.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

L'OPPOSITION FACE AU PROBLÈME CALÉDONIEN

LA République, une et indivisible, est une nouvelle fois aux prises avec ses contradictions et ses mensonges. Si pour l'extrême droite, l'affaire de la Nouvelle-Calédonie est sans doute la bienvenue pour relancer un activisme tapageur, enveloppé dans les plis poussiéreux du drapeau, on ne peut pas en dire autant pour la droite chiraçienne et modérée.

Certes, les relents de colonialisme ne manquent pas et les tentations d'employer la manière forte pour résoudre la situation non plus, comme quand, au R.P.R., on demande l'interdiction pure et simple du Front de libération nationale kanak socialiste (F.L.N.K.S.), dont les agissements seraient « passibles de la réclusion criminelle à perpétuité ».

Pour l'instant, on peut dire en gros que, malgré le ton élevé, la position de la droite reste assez fluctuante entre la tentation extrémiste de « la Nouvelle-Calédonie française » et la « défense de la légalité républicaine bafouée » là-bas par les agissements des indépendantistes. Et, il semble bien, qu'à l'heure actuelle, ce soit cette dernière option qui l'emporte. Les mots d'ordre qui prévalent sont ceux de rétablissement de l'ordre afin de « donner à ceux qui veulent rester Français » la possibilité de s'exprimer.

N'oublions pas que, sur le fond de la question elle-même, le R.P.R. s'est prononcé favorablement sur le projet de référendum d'autodétermination avec choix « soit pour l'indépendance, soit pour le maintien de la République avec un statut renouvelé ». Ainsi, tout en ayant choisi de soutenir la solution « comportant le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française », l'opposition (R.P.R. et U.D.F. unis) n'exclue pas pour autant une indépendance relative à l'issue d'un vote favorable.

Disons-le, la droite classique est dans l'embarras. Le beau temps des colonies est fini, définitivement fini, et les gaullistes sont bien placés pour le savoir depuis le « Je vous ai compris ! » d'Alger. Le Front national a sans doute raison de considérer que l'opposition en général ou le R.P.R. en particulier sont mal placés pour défendre le maintien de la souveraineté française en Nouvelle-Calédonie.

Dans la crise actuelle, un processus irrésistible est désormais mis en branle. Les dernières étincelles du grand brasier du réveil des nationalités des pays colonisés, au XX^e siècle, ne s'éteindront pas en cours de route. La Nouvelle-Calédonie aura son indépendance malgré l'opposition et l'hostilité des uns et l'étroitesse d'esprit des autres. Reste à savoir comment se réalisera cette indépendance ; et là, la bêtise se conjuguant avec le calcul politique et les intérêts particuliers, peut être lourde de conséquences. Gageons qu'une nouvelle fois les intérêts du peuple kanak passeront à



l'arrière-plan par rapport aux combinaisons politiciennes.

On ne lâchera pas la Nouvelle-Calédonie sans contrepartie et celle-ci risque d'être importante. Une indépendance boiteuse, avec accords économiques et stratégiques particuliers avec la France, semble être à terme le scénario le plus probable, permettant ainsi de réaliser ce compromis « honorable » autour duquel la classe politique française et le nouveau gouvernement calédonien pourront s'entendre. D'ici là tout peut se produire, y compris l'affrontement armé et le bain de sang entre les communautés caldoches et kanak. A l'extrême droite, beaucoup l'espère et en ont fait le pari de longue date. Quelle belle occasion pour prouver la vitalité du sentiment national... sur la peau des autres !

Quant au référendum sur l'indépendance, si un jour il se tient, son résultat ne changera rien à la situation. Les choses étant telles que les parties en présence s'estiment d'ores et déjà en droit de s'opposer au résultat des urnes. Faire dépendre le sort d'une nation, d'un peuple, de plusieurs communautés d'un simple vote est de toute manière, pour nous, anarchistes, une aberration que seul l'individualisme comptable du libéralisme démocratique a rendu réalisable. Aucune ambiguïté ni restriction n'est possible aujourd'hui dans le soutien que nous apportons au peuple kanak en lutte contre les derniers vestiges du colonialisme français.

Face aux manœuvres de la gauche pour obtenir une indépendance bidon avec association à la France, et celle de la droite, partagée entre le réalisme politique et la fuite en avant, le droit à l'autodétermination du peuple kanak, droit que nous, anarchistes, considérons comme une chose imprescriptible, passe aujourd'hui par son indépendance immédiate.

Gr. Paris XV^e

Dans le prochain « Monde libertaire », nous aborderons quelles sont, selon nous, les conditions pour une indépendance réelle du peuple kanak.

Editorial

LE gouvernement socialiste n'y peut rien ! L'ordre colonial français agonise dans l'un de ses derniers bastions. Il va devoir se faire à l'idée de procéder à la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie. Souvenirs, souvenirs... Vient, bien sûr, à l'idée le référendum sur l'autodétermination approuvé le 8 janvier 1961 par 70% de la population algérienne et les accords d'Evian en 1962. Pourtant, les processus, bien huilés, de décolonisation de l'Afrique noire francophone pourraient ressembler, par bien des aspects, à celui mis en train par le plan Pisani du 7 janvier. Dans sa philosophie, il concède des ressemblances avec la loi-cadre de Défense (loi Deferre) de 1959 dotant 12 républiques d'un statut d'autonomie interne qui marqua la fin de l'Union française.

L'indépendance associée, avec les garanties d'une présence française n'excluant pas à terme l'indépendance totale, ne vise qu'à limiter les dégâts. A savoir : maintenir la communauté multiraciale dans le giron métropolitain et préserver les liens économiques et politiques avec l'ancien colon. Les simplifications réductrices des Caldoches, du sénateur Ukewe et de la droite française (« la plus bête du monde ») sous-estiment la volonté du peuple kanak d'échapper à une situation d'oppression, de faire reconnaître ses particularités culturelles et son droit à la différence et à l'autonomie.

Notre action ne doit pas se limiter à envoyer dos à dos les protagonistes de cette lutte. Anticolonialistes, nous sommes aux côtés des opprimés. Puisse-nous, ensemble, mettre à mal ce système qui exploite par delà les races et les frontières.

MANIF CONTRE LE PEN

LE PEN tenant un meeting à Nîmes le 22 janvier pour développer sa propagande raciste et fasciste, teintée de haine et de sempiternelle démagogie ; à l'initiative de l'U.D.-C.G.T., une riposte fut organisée dans une unité sans sectarisme — ce qui est remarquable. Toute la gauche et l'extrême gauche s'y retrouveront, y compris les associations de travailleurs et de quartier (1).

Notre groupe s'était joint à cette initiative ; et de façon étonnante, notre admission se fit sans problème et en dehors du classique : « On ne peut pas signer avec les anarchistes, les travailleurs ne comprendraient pas ! » Le tract d'appel à la riposte était un peu simpliste, large et gentillet, mais difficile de faire autrement avec autant de monde autour de sa rédaction.

Malgré cela, trois grands de la social-démocratie brillaient par leur absence : le Parti socialiste, la C.F.D.T. et la F.E.N. ; solidarité gouvernementale oblige et depuis que les « cocos » ont déserté Matignon... Ce qui n'a pas empêché bon nombre de leurs membres de manifester dans la rue contre « super-beauf » et ce qu'il représente.

Nous avons décidé un rassemblement, ayant l'apprentissage de nous retrouver guère nombreux pour constituer un cortège. A notre grande surprise, 2 000 à 3 000 Gardois répondirent à notre appel et une manifestation se déroula.

Nous en profitâmes pour diffuser notre tract : « Le fascisme, le racisme, l'autoritarisme... ce n'est pas seulement Le Pen ». Le cortège fut bien paisible et, aux rares slogans : « Le fascisme ne passera pas ! » et « Le Pen : fasciste, raciste, dehors ! », notre groupe lança : « Le Pen fasciste, Bousquet complice ! »,

afin de dénoncer l'indulgence municipale et l'aide à l'organisation du meeting nationaliste orchestrée par le maire de Nîmes — J.R. local, patron de choc des vêtements Cacharel —, qui voudrait faire subir à la ville une « dallasothérapie » (2).

Malgré un manque d'offensive et une certaine morosité de la manifestation, il a été rassurant de voir autant de monde dans la rue, et il faut remonter quelques années en arrière pour retrouver un cortège aussi important. Le Front national n'a pas été seul dans l'actualité locale, à nous maintenant d'accentuer notre refus en profondeur et de combattre les propagandes démagogiques au quotidien.

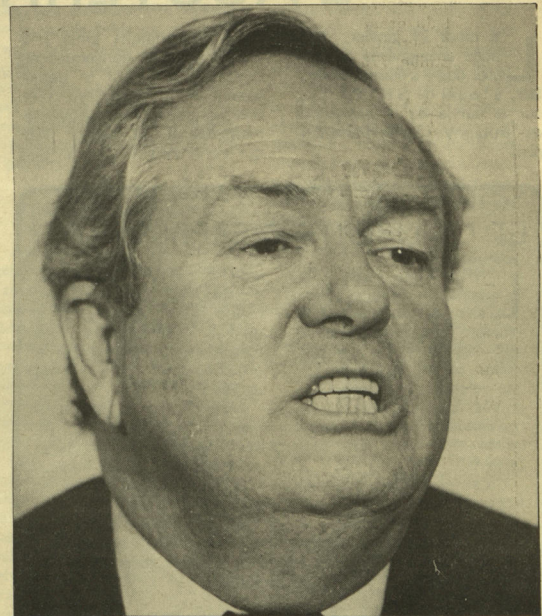
L'article paru le lendemain dans le *Midi-Libre*, quotidien

régional, relate notre riposte en bonne place ; ce qui tend à démontrer qu'à Nîmes, le Front national n'a pas fait le plein escompté.

Groupe du Gard

(1) Syndicat départemental des travailleurs paysans du Gard, Comité Amérique centrale, L.C.R., A.P.T.I., M.R.A.P., Iberia culture, Association des Marocains en France, Amicale des Algériens en Europe, U.T.I.T., Association Les Dalles, M.A.N., P.S.U., C.I.M.A.D.E., Fédération anarchiste, P.C.M.L., P.C.F. C.G.T., M.O.D.E.F., U.R.A.P.

(2) Répression antisyndicale tous azimuts, tentative d'évincer les Bourses du travail du centre ville, développement d'un tourisme de luxe et de prestige, et maintenant démagogie social-populiste d'assistance : créations de « soupes populaires »... L'exploitation de classe, avec des bisous de dame patronnesse. On a déjà donné !



Il mordrait, le bougre !

CONGRÈS U.R.P.-C.F.D.T. PAGAILLE ET DÉSORGANISATION

Le 46^e congrès de l'Union régionale parisienne C.F.D.T. s'ouvre dans une pagaille n'augurant rien de mobilisateur pour les adhérents. La plus importante union régionale interprofessionnelle cégétiste est plongée dans une crise aiguë depuis 18 mois, c'est-à-dire depuis le début de la préparation de ce congrès. Les divergences éclatèrent au sein du secrétariat puis du bureau régional, le débat sur l'adaptation du syndicalisme approfondissant le fossé entre les « modernistes-branchés » d'une part, tenants de la conception « descendante », et les « archaïques-ringards » d'autre part, agissant pour une conception ascendante afin de « renouer avec une pratique syndicaliste et fédérative, au sein de laquelle les travailleurs retrouvent la place centrale dans l'élaboration des revendications et des propositions (1). Quatre secrétaires dont le secrétaire général, J.-P. Bobichon, démissionnent ainsi en mai 1984, laissant la région en plein désarroi, « dévorée par les luttes intestines de clans » (2). Dès lors, les débats durcissent et se cristallisent sur « quelle équipe de remplacement ? »

Durant cette période, la région parisienne C.F.D.T. ne peut conduire l'action et la réflexion : des luttes ne trouvent pas un écho régional suffisant. L'isolement en restreint la portée, les forces se dispersent au lieu de s'enrichir mutuellement : pour mémoire, le conflit douloureux chez Talbot avec les différents niveaux d'intervention contradictoires de l'organisation cégétiste, ou bien le refus de mettre en place la manifestation de la fonction publique sur la région parisienne, en

mars 1984, malgré la demande des structures professionnelles.

La région s'engage vers une adaptation du syndicalisme en droite ligne de celle de la confédération : « en ce qui concerne la réduction du temps de travail et le niveau de la compensation salariale, tout doit pouvoir être négocié : (...) en fonction du rapport de force établi et aussi en fonction des possibilités économiques et ceci, entreprise par entreprise, branche par branche » (3), on abandonne la lutte de classes pour être reconnu comme partenaire social. Mais le virage ne s'opère pas sans des remous bruyants : « Pour une autre démarche syndicale », qui connaît sa propre contestation avec le collectif « Pancho-Villa », ou les prises de position de certains syndicats et unions départementales (4) témoignent de débats et d'un refus de se laisser enfermer dans l'image confédérale. Pour ce congrès, les résolutions sur la stratégie et l'action revendicative n'apportent aucun élément nouveau : il faut faire face aux stratégies patronales, celles qui visent à déreglementer la législation du travail afin de retrouver une souplesse dans la gestion de la main-d'œuvre et pour affaiblir l'organisation collective des travailleurs et, celles qui visent à diminuer le coût global du travail par une compression des charges sociales et une politique salariale restrictive.

Mais doit-on adapter notre syndicalisme aux exigences patronales ?, intégrant dans nos revendications les difficultés des entreprises. Ou doit-on l'adapter pour redevenir offensif, remobiliser et renouer ainsi avec un syndicalisme de classes ? Au lieu d'un véri-

table débat sur « Quel syndicalisme pour demain ? », une réforme statutaire est proposée (comme si changer ou aménager les statuts pouvait mettre fin à la crise du fonctionnement régional), renforçant l'équipe secrétariale : cette équipe hypertrophiée et centralisée ne peut qu'enlever davantage le développement des structures interprofessionnelles de base, les unions départementales et locales, démunies alors de moyens matériels, humains et politiques. L'U.R.P.-C.F.D.T. se transforme en U.S.R.I.F. (Union des syndicats C.F.D.T. de la région Ile-de-France), dans laquelle l'interprofessionnel ne jouera plus qu'un rôle mineur, n'étant plus appréhendé comme pilier essentiel du syndicalisme mais comme la juxtaposition de syndicats sur un même lieu géographique : pourtant, chacun des travailleurs a besoin d'un outil capable de confronter, de coordonner et d'impulser l'action et pas seulement de défendre des intérêts catégoriels et corporatistes, cette globalisation de l'action ne pouvant se réaliser qu'à un niveau interprofessionnel.

A l'heure des congrès (le congrès confédéral aura lieu en juin 1985), les militants sauront-ils se réapproprier le débat sur les questions essentielles du syndicalisme et opérer des choix pour que l'interprofessionnel devienne un outil de transformation sociale ?

Hélène
Gr. Pierre-Besnard

(1) Contribution de l'union départementale du Val-de-Marne au débat du 46^e congrès régional : « Pour un syndicalisme de masse et de classes ».

(2) « Le Matin » du 16 janvier 1985, sous la plume de J.-P. Gonguet.

(3) Amendement porté au débat, proposé par le S.G.E.N. 92.

(4) Voir note 1.

L'ÉCOLE EN SEINE-SAINT-DENIS

L'AUSTÉRITÉ EST DE RIGUEUR !

Le lundi 21 janvier, deux mille enseignants du premier degré s'étaient rassemblés, à l'appel du S.N.I.-P.E.G.C., sur le parvis de la préfecture de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

Ils entendaient ainsi protester contre les conséquences, désastreuses pour le département de la Seine-Saint-Denis, des orientations gouvernementales et du budget 1985 qui s'orientent de plus en plus

nettement vers une dégradation des conditions d'enseignement. Les conséquences de cette nouvelle austérité en matière d'enseignement sont véritablement catastrophiques pour le département :

- remise en cause de la règle des 25 élèves par classe et remontée corollaire des effectifs en maternelle et en élémentaire ;
- insuffisance criante du nombre des institutrices et instituteurs remplaçants ;
- annulation de la formation continue.

Le ministère annonce, pour la Seine-Saint-Denis, la suppression de 31 à 72 postes et les projets de l'Inspection académique de Bobigny devraient se traduire par la fermeture d'au moins 200 classes.

Les conséquences de cette pénurie de moyens se traduisent, bien sûr, par une réduction de la formation des enseignants et donc par une dégradation de l'enseignement lui-

RENAULT ET L'ÉTAT-PATRON

QUAND au début de l'année 1971, les O.S. de la Régie Renault du Mans se mirent en grève, il avançait des revendications qui sentaient bon 68 : diminution de la grille hiérarchique, diminution du temps de travail, avancement de l'âge de la retraite. Il n'était nul besoin, à cette époque, pour les O.S. du Mans de préciser que c'était sans réduction de salaire !

Cette lutte ne s'était pas étendue à l'ensemble de la Régie. La hiérarchisation des travailleurs (O.S.1, O.S.2, P.1, P.2, etc.) date de 1947 et a été longuement mise au point par la direction de la C.G.T. Diable, à la Libération, il fallait participer à l'effort national, retrousser les manches. En 1971, les quatre semaines de grève des O.S. du Mans, combat qui concernait toute la classe ouvrière, ont été parcellisées par les directions syndicales qui n'ont pas mobilisé les travailleurs de la métallurgie.

La Régie Renault est une entreprise nationalisée, le patron étant donc l'Etat, les directions syndicales ont toujours eu deux fers au feu. D'un côté, on dit

aux travailleurs qu'il faut qu'ils se battent pour leurs intérêts de classe ; et de l'autre, on entretient l'idée que la « gauche unie au pouvoir » résoudra tous les problèmes. La croyance du passage au socialisme par la voie électorale amène à une politique d'assimilation au système capitaliste.

Quand le 27 mai 1968, Georges Séguy, secrétaire de la C.G.T., s'adressait aux travailleurs de Boulogne-Billancourt, au lendemain des accords de Grenelle, il déclarait que le rapport de forces aurait été plus favorable s'il n'y avait eu qu'un seul syndicat et un gouvernement de gauche. Dix-sept ans après, les états-majors syndicaux de la C.G.T. pensent-ils toujours que pour la Régie Renault cela va mieux quand le patron est de gauche ?

Que l'Etat licencie Hanon, nomme Besse, ne change rien à l'affaire et on attend toujours la mobilisation syndicale.

F. Bernard

Erratum : Dans l'article « C.G.T. : P.S. et P.C. sur un bateau », il faut lire : « Krasouchi attaquant dans l'Huma » le P.S., accusé de sédition dans la C.G.T. » et non le P.C.

COMMUNIQUE

Le Collectif anti-symbiose Armée-Education du département de Seine-Saint-Denis (93) organise une réunion publique le vendredi 1^{er} février, à 20 h, à la Bourse du travail, 1, place de la Libération, Bobigny.

Parmi les thèmes abordés, autres que l'information sur le protocole et les ac-

tions à envisager contre ses applications, nous évoquerons le cas de Bernard Jaudon, objetteur et insoûmis au service civil, victime d'une interdiction professionnelle de la part de l'Education nationale.

Toute personne intéressée peut prendre contact avec le Collectif 93 au cours de cette réunion. Le Collectif

ET LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ?

LORS d'une vente à la criée du Monde libertaire place d'Italie, des militants du groupe Jacob se sont fait interpellés par des vigiles de la R.A.T.P. Un des militants, à la suite d'un procès en décembre, a été condamné à payer une amende de 120 F (voir M.L. précédents).

Un autre militant, interpellé à deux reprises lors de la diffusion de notre hebdo, a été convoqué le 7 et 10 janvier 1985.

Le 7 janvier, le juge n'a pas poursuivi notre cama-

rade à cause d'une erreur d'orthographe sur la convocation. Le 10 janvier, alors qu'il y avait toujours cette même erreur, ce militant a été condamné à une amende de 200 F.

Malgré une mobilisation importante : syndicat C.G.T. des correcteurs, militants et sympathisants de la Fédération anarchiste, les juges ont appliqué à la lettre la loi de 1942, assimilant notre presse militante à des fruits et légumes vendus dans le métropolitain.

Gr. Jacob

culpabilisation des enseignants qui, quotidiennement, sont dénoncés comme des privilégiés tant par les déclarations gouvernementales que par la propagande réactionnaire ; faiblesse du soutien des parents d'élèves qui semblent davantage se soucier de la capacité des écoles à accueillir leurs enfants que de la formation des enseignants — au risque de réduire les tâches de l'école à celles d'une garderie.

Et pourtant, nous étions plus de deux mille, le 21 janvier, pour protester contre les orientations de l'Inspection académique et du ministère, ce qui prouve que les conditions suffisantes sont réunies pour élargir la mobilisation... à la condition que — rompent avec l'attentisme et l'isolement —, nous nous unissions pour faire reculer l'Inspection académique et le ministère.

Philippe
Gr. Kropotkine

PRISON FERME POUR P. AGUIAR

MERCREDI 23 janvier. 16 h. Ceux qui sortent de l'audience où comparait Patrick Aguiar pour « refus d'obéissance » ont le visage fermé de ceux qui ne comprennent pas et n'acceptent pas. Quinze mois. Quinze mois de prison ferme pour Patrick, insoumis total.

La dixième chambre correctionnelle a balayé d'un geste le jeu de conclusions récla-

mant la nullité de la procédure déposée le 9 janvier dernier par maître de Félice ; elle a écouté distraitemment la plaidoirie du même maître de Félice qui osait demander — le président Quilochini en rit encore sous cape — la relaxe et la libération immédiate du prévenu. La dixième chambre correctionnelle — très calme — a statué — très vite.

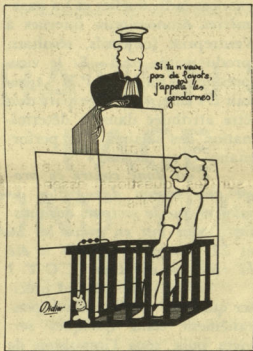
Cela fait tout juste deux ans que les tribunaux militaires, de

sinistre mémoire (T.P.F.A.) ont été abolis et remplacés par des juridictions civiles dont certaines sont spécialisées dans les infractions militaires. A l'époque, cela avait fait plaisir à tous ceux qui les avaient dénoncés et s'étaient battus contre eux de longues années durant. Pour le reste, il fallait attendre de voir.

Fin décembre 83, on a vu. *Avs de Recherche* a publié une enquête et une série de statistiques concernant ces nouvelles juridictions. On y apprend que la moyenne des peines distribuées aux insoumis totaux dits « volontaires » pour l'année 1983 est de 15 à 16 mois de prison ferme.

Rien de bien nouveau donc par rapport aux T.P.F.A. d'hier. Rien d'étonnant non plus quand on sait que c'est avec le même barème de peine — le code de justice militaire a été annexé tel quel au code pénal — que ces nouveaux juges civils statuent.

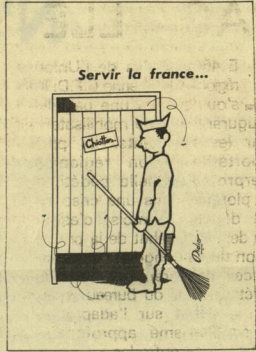
Cela dit, on ne va pas pleurnicher, s'étonner, s'offusquer.



L'insoumission totale est indéfendable juridiquement parce qu'elle se place justement en dehors du cadre de la loi. L'insoumission totale est avant tout une attitude, une sensibilité, une certaine conception de la vie et de la résistance à l'oppression quelle qu'elle soit. Et d'où qu'elle vienne.

Patrick n'a pas été étonné. Il connaissait les risques qu'il encourait en s'insoumettant. Et il les a assumés. « L'insoumission totale, nous rappelait-il dans une de ses dernières lettres, même si elle doit passer par la prison, est le ferme refus d'un être libre de participer à certaines pratiques d'une société avec laquelle il est en désaccord. » Et d'ajouter : « Action individuelle difficile aujourd'hui, l'insoumission gagnera demain quand les hommes n'auront plus peur et décideront de leur destin. »

Le plus inique, à la limite, dans cette histoire, c'est la jurisprudence qui s'est constituée ces derniers mois autour des cas d'insoumission totale. Ce sont les avocats des témoins de Jéhovah qui ont ouvert le feu fin 83. Apprenant qu'une nouvelle loi — L. 51 de juillet 1983 — libérait définitivement des obligations du service national tout appelé ayant effectué un an de prison pour insoumission ou refus d'obéissance, ces avocats se mirent à réclamer aux chambres correctionnelles de Paris et d'ailleurs des peines de prison de 15 mois ferme pour leurs clients. Ni plus ni moins ! Sombre calcul ; en considérant les trois mois de remise de peine possible, ils proposaient en quelque sorte un nouveau « deal » aux



tribunaux civils : un an de prison contre un an de service. Ces tribunaux ont d'ailleurs si bien compris la leçon qu'ils l'appliquent maintenant quasi systématiquement. Et sans qu'on leur demande. Nous voilà donc arrivés aujourd'hui à une sorte de tarif en vigueur concernant les obligations du service national :

- service militaire : un an sous les drapeaux ;
- service civil : deux ans en association ;
- insoumission : un an derrière les barreaux.

Cela, bien sûr, les libertaires, les pacifistes et les antimilitaristes ne peuvent l'accepter. Comme il ne peuvent, non plus, accepter de rester passifs face à l'incarcération prolongée d'un des leurs. Patrick est en prison. Pour de longs mois encore. Et le pouvoir doit savoir, et comprendre, que ses amis ne l'accepteront pas. A suivre donc...

Pierre Martial

Comité de soutien à Patrick Aguiar : Editions Avs de Recherche, B.P. 53, 75861 Paris cedex 18.

RÉACTIONS

MERCREDI 23 janvier 1985, palais d'Injustice de Paris... Un procès tout à fait ordinaire, banal, triste et répressif. Procès de Patrick Aguiar, inculpé d'« insoumission en temps de paix » et de « refus d'obéissance », et incarcéré depuis septembre 1984.

« Je suis infirmier. Une profession qui défend la vie », a dit Patrick lors de son procès. Une profession aui va à l'encontre de la mort, apprise et ordonnée dans toutes les casernes. Patrick a des convictions : « Etre pacifiste, dit-il, c'est être antimilitariste ». Mais les juges ont sanctionné cette vérité : 15 mois de prison ferme. Il y a des juges qui méritent, pour le moins, le nom d'ordure. Condamner un individu parce qu'il affirme, simplement, ses convictions et parce qu'il refuse d'apprendre à donner la mort, c'est révoltant et l'on voudrait croire que cela ne se reproduira plus.

Une mobilisation trop tardive explique sans doute la lourdeur de cette condamnation. C'est mon avis, et je suis convaincu qu'une insoumission est « viable », c'est-à-dire « sans passer par la case prison », uniquement si toutes les chances sont mises du côté de l'insoumis. Soutien très large, manifestations, pétitions, presse, toutes ces actions et beaucoup d'autres — au choix — sont nécessaires (et indispensables) avant même que le procès (ou l'incarcération) ait lieu.

L'insoumission est un choix de vie, qui peut entraîner une forte répression, mais la répression n'est jamais une fatalité. Elle dépend de la mobilisation, du rapport de force, qui lui fait face.

Patrick Aguiar est en taule pour de nombreux mois. Il a décidé de ne pas faire appel, estimant qu'il n'avait rien à demander à la « Justice ». « Quelle connerie la guerre ! », disait Prévert. Ce n'est pas Patrick qui dira le contraire, et des lettres de soutien lui feront certainement grand plaisir (1).

Thierry Maricourt

(1) Adresse de Patrick Aguiar : matricule 738 387, 3^e division, cellule 432, M.A. de Fresnes, 1, avenue de la Division-Leclerc, 94261 Fresnes cedex.

LE DOUTE : VOILÀ L'ENNEMI !

LE samedi 20 décembre 1980, Jean-Pierre Mouille est dans un café de Lille, en compagnie d'un couple d'amis, Nadine et Jacques, et de Robert Vanzebrouck, l'ex-ami de Nadine. Comme ce dernier continue, malgré leur séparation, d'importuner la jeune femme ; Jean-Pierre accepte de discuter avec lui afin de le convaincre de cesser ses poursuites. Dans les toilettes du café, la discussion s'envenime et, selon Jean-Pierre, Robert Vanzebrouck sort un revolver et l'en menace. C'est en tentant de le désarmer, qu'un coup de feu part. Robert est atteint à la tête, mortellement blessé. Jean-Pierre s'enfuit... La curée va commencer.

Fabrication d'un coupable sur mesure

Pendant un an et demi, le juge d'instruction va tisser sa toile d'araignée, avec la collaboration des flics et de certains journalistes. Jean-Pierre ne sera arrêté qu'en 1982, alors que la police sait depuis longtemps qu'il réside chez sa compagne. Lorsqu'on lui passe les menottes, il est déjà condamné. Le reste n'est que parodie de justice.

Dans cette affaire, il n'y a ni preuve ni témoin... Peu im-

porte ! Jean-Pierre affirme que l'arme a été sortie par Robert Vanzebrouck. Pour la police, c'est lui qui est venu armé au café... pour la presse aussi. *La Voix du Nord* s'en donne à cœur joie, parlant de « justicier armé ». Pourtant, aucune expertise balistique n'a été ordonnée, pas de test à la parafine pour savoir formellement si le blessé portait l'arme, etc. Pourquoi pousser plus loin les investigations ? Jean-Pierre Mouille est un coupable idéal. Il est même coupable « de naissance », c'est évident ! Dès l'âge de 16 ans, il a connu la prison. Il a boudé la « réinsertion sociale », refusant de se laisser surexploiter pour prouver sa bonne volonté d'être réintégré totalement dans le troupeau des citoyens. Il a milité... il s'est fait repérer en 1968. En 1976, il a pris 6 ans pour tentative de vol. On lui a accordé une permission en 1980, et, au lieu de gentiment regagner sa cage, à la fin de celle-ci, il a choisi la liberté (ce que *La Voix du Nord* baptise « une évasion »). C'est donc un récidiviste notoire en cavale qui a tué Robert Vanzebrouck. Point final. Pourquoi chercher des preuves ? Pourquoi tenir compte de sa version des faits ?

Le cas de Jean-Pierre Mouille pose une fois de plus le problème de la notion d'« intime conviction » du juge d'instruction, véritable condamnation sans appel d'un accusé. Surtout lorsque l'accusé, qui, théoriquement innocent tant que la justice n'a pas fait la preuve de sa culpabilité, est un individu qui lutte contre l'ordre établi depuis toujours !

Comme l'écrit l'avocat Denis Langlois dans le dernier numéro d'*Otages* : « C'est tellement facile ! Un juge d'instruction a l'intime conviction que vous êtes coupable : il vous inculpe. Un jury de cour d'Assises a l'intime conviction que vous êtes un assassin : il vous envoie en prison. Pas besoin de preuves. Seulement la croyance irrationnelle, presque divine, de votre culpabilité. (...) L'intime conviction, c'est solide ! Du vrai béton au fond de nos têtes ! (...) Est-ce qu'on demande l'explication d'une conviction ? Ce serait un sacrilège ! Un charcutage de la conscience ! Mais monsieur, vous violez l'intimité de ma conscience ! (...) Les preuves ne sont rien. L'intime conviction est tout. » (1)

« L'intime conviction des jurés doit avant tout cesser d'être une intime étanchéité entre eux

et l'accusé(e) », déclare Jean-Pierre. Qui pourra croire que l'« intime conviction » des jurés n'est pas influencée par tout le cérémonial d'un procès aux Assises, par le sacro-saint respect de la parole biblique des policiers, des « experts » de tout acabit, des psychiatres et autres chiens de garde qui défilent à la barre dans ces sinistres bouffonneries qui se jouent régulièrement dans les palais de « justice » ? (2).

Coupable d'exister !

Assurément, c'est bien l'engagement de Jean-Pierre contre l'enfermement qui a convaincu, intimement, le juge d'instruction de sa culpabilité ; et non les preuves, inexistantes, de son geste. Prochainement, les jurés de la Cour d'assise de Douai devront trancher. L'homme, qui sera dans le box des accusés et qui se défendra seul, leur a déjà été largement présenté par la presse aux ordres. Récidiviste, irrécupérable, investi dans les récentes et passées luttes collectives des taulards, collaborateur du journal *Otages*, rebelle à toute autorité, agitateur, transféré (déporté) plusieurs fois car il pouvait « contaminer » d'autres détenus par ses pro-

pos (3)... Bref, Jean-Pierre Mouille est un symbole à détruire ! Quelle importance qu'il soit coupable de meurtre ou pas ? L'essentiel est que les semeurs de désordre soient mis hors d'état de nuire... Il y va de la survie de la société, mettez-vous bien ça dans vos crânes de jurés tirés au sort ! L'ennemi, c'est le doute ! Soyez intimement convaincus que la place des individus comme Jean-Pierre Mouille est entre quatre murs, avec des barreaux solides aux fenêtres. On ne vous en demande pas plus.

Gil Gr. Libertad

(1) « Otages », journal pour l'expression des détenus, dont nous avons déjà parlé dans les colonnes du « Monde libertaire », est toujours censuré dans les prisons. « Otages » : B.P. 37, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.

(2) On peut lire à ce propos « Un juré en marge. Trois semaines du procès Mesrine », édité. Hols, d'Autin Monsat ; qui fut tiré au sort pour ce procès et a écrit ce livre pour poser la question du rôle réel des jurés en Cour d'assises.

(3) Bien qu'il soit en cellule d'isolement (dans le temps, on appelait ça Q.H.S.), Jean-Pierre Mouille est accusé par certains surveillants d'avoir incité les détenus à la révolte. Il a écrit récemment au procureur de la République pour porter plainte, suite aux menaces dont il fait l'objet de la part de ces gardiens.

« LE MONDE » : LA PAIX SOCIALE N'EST PLUS CE QU'ELLE ÉTAIT !

DÉPUIS quelques mois, la situation économique et sociale du journal *Le Monde* a défrayé la chronique : déficit croissant, plan de restructuration, mouvements de grève du personnel, vote de défiance des actionnaires à l'égard du directeur-gérant André Laurens, démission de celui-ci... Au lendemain de l'élection d'un nouveau directeur, André Fontaine, nous avons interrogé des travailleurs du quotidien de la rue des Italiens pour connaître leur opinion sur l'avenir du titre le plus prestigieux de la presse française et, surtout, sur le sort qui sera réservé à ses mille deux cents salariés.

— Pour la première fois de son histoire, et cela à deux reprises, *Le Monde* n'a pas été distribué dans les kiosques pour des raisons de conflit interne à l'entreprise. Peut-on revenir sur les motifs de ces deux grèves ?

— Il est vrai que, depuis quarante ans que *Le Monde* existe, les seuls mouvements ayant entraîné une non-parution du journal ont été des grèves de solidarité avec d'autres travailleurs (par exemple, au moment de la lutte du *Parisien libéré* en 1974-1975) et non pour des motifs propres aux conditions des salariés du journal. Il faut dire que, pendant longtemps, la situation florissante de celui-ci en avait fait un îlot de paix sociale dans la presse parisienne. Les difficultés ont commencé à apparaître après la modernisation de l'atelier de composition et au moment de l'élection mouvementée d'André Laurens à la direction du quotidien.

Depuis deux ans, à la suite d'erreurs de gestion et d'une baisse de la qualité rédactionnelle du journal (ayant entraîné une diminution importante du nombre des lecteurs), le déficit a atteint 80 millions de francs. Face à cette situation, la direction a proposé un plan de restructuration (dit « plan de relance ») dont les principaux points étaient : la modernisation du processus d'impression et de distribution ; la rationalisation de la gestion du personnel et la réduction des charges, notamment par une diminution de la masse salariale globale.

— Je suppose que c'est en riposte à ce plan de restructuration qu'ont été déclenchés les deux mouvements de grève...

— Non ! Ou plutôt, c'est vrai pour le premier, mais le second avait une tout autre raison. Ce qu'il faut dire, c'est que ces deux grèves n'ont pas été impulsées pour les mêmes motifs et par l'ensemble du personnel. Les

26 et 27 novembre 1984, seul le secteur administratif était dans la lutte contre le plan Laurens. Le 10 janvier 1985, seuls les ouvriers du Livre arrêtaient le travail.

Cette division syndicale s'explique (si l'on peut dire !) par le fait que le Livre C.G.T. était parvenu à un accord avec la direction sur la partie du plan de restructuration qui le concernait : passage au fac-similé (un procédé de transmission photographique à distance) pour l'impression du journal dans différents centres de province ; fermeture « provisoire » d'une des deux imprimeries (celle de Saint-Denis) afin de permettre sa modernisation dans le cadre de la création d'un pool d'impression qui pourrait tirer d'autres quotidiens (*Le Matin*, *Libération*...). Le tout se soldant par une perte de cent quatre-vingt-dix emplois, mais sans chômage « sauvage » (prétraitements, mutations en province, départs volontaires...).

Puisque les ouvriers du Livre étaient prêts à « faire un effort » pour assurer la pérennité de l'entreprise et que l'on était parvenu à un accord de principe avec leur organisation syndicale, il fallait obtenir des autres catégories de salariés un « effort » analogue. Mais là, pas question de concertation : c'était ouvertement l'application des positions du C.N.P.F. en matière d'« esprit social » et de « politique salariale ».

Le 20 novembre, la direction du *Monde* faisait parvenir aux employés et cadres administratifs un projet de révision des grilles de salaires se traduisant par : une hiérarchisation plus étendue des qualifications ; des possibilités de promotion non plus en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise mais selon « les efforts et la qualité du travail de chacun » et l'appréciation du chef de service ; une baisse des rémunérations s'échelonnant entre 15% et 30%. Tout salarié refusant ce pro-

jet pouvait être considéré, *de facto*, en rupture de contrat de travail. Ce n'était ni plus ni moins que l'individualisation des rémunérations et des classifications, la négation de l'aspect collectif du contrat liant un employeur à ses salariés — et, par là même, la remise en cause du rôle des organisations syndicales...

— Ce plan de la direction du *Monde* rappelle étrangement celui que les pouvoirs publics voulaient appliquer aux travailleurs de la S.E.I.T.A....

— Tout à fait. Et il faut noter qu'en ce domaine le gouvernement de gauche, tout comme la direction du *Monde*, ne faisait qu'appliquer les consignes de M. Yvon Chotard qui déclarait le 22 novembre 1984, dans une circulaire à ses fédérations professionnelles, que « les salaires devront être fixés en prenant davantage en considération deux types d'éléments qui avaient été plus ou moins délaissés ces dernières années : les performances individuelles et les paramètres économiques internes à l'entreprise (objectifs, résultats, productivité, etc.) ». Et le vice-président du C.N.P.F. ajoutait : « Une plus large part doit être attribuée dans la détermination des salaires à la performance et au mérite. »

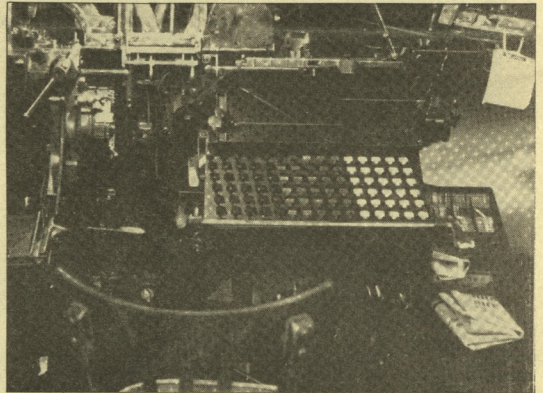
— C'est donc contre ce projet de révision des grilles de salaires que les secteurs administratifs s'est mis en grève les 26 et 27 novembre. Quelle a été la réaction du Livre C.G.T. ?

— Il faut tout d'abord préciser que cette grève a éclaté spontanément dans quelques services puis, sous l'impulsion de la section C.G.T. employés, s'est étendue rapidement à toute l'entreprise. La C.F.D.T. et Force ouvrière se joignant au mouvement, une intersyndicale était constituée, qui décrivait une grève de vingt-quatre heures reconductible.

Surpris par la tournure des événements, les délégués du Livre C.G.T. — qui s'étaient déclarés, quelques jours auparavant, « contre toute remise en cause des accords conventionnels et contractuels » — affirmaient, du bout des lèvres, être « solidaires » des grévistes. Mais, le lendemain matin (mardi 27 novembre), les délégués C.G.T. employés étaient violemment pris à partie pour s'être

fourvoyés dans une intersyndicale avec la C.F.D.T. et F.O. et dans une grève « suicidaire » qui risquait de mettre en péril la survie du journal. Sous la conduite des militants du Parti communiste, le rouleau compresseur se mettait en marche : condamnation de la grève

— Oui. Le 3 décembre, une assemblée générale des actionnaires a repoussé le plan Laurens, ce qui a contraint ce dernier à démissionner. Mais il est évident que, si les actionnaires ont rejeté ce plan, ce n'est pas parce qu'il imposait trop de sacrifices aux salariés de l'entre-



prise mais, en revanche, parce que les solutions proposées n'étaient pas assez drastiques pour redresser la situation !

— On s'y perd ! 49% des actions sont bien détenues par des salariés du journal... Pourquoi, finalement, voter contre ses propres intérêts ?

— Les intérêts sont différents. Seuls les ouvriers du Livre ont toujours refusé d'être actionnaires. Sur les 49% d'actions réservées aux différentes sociétés de personnel, les journalistes détiennent 40% ; la société des rédacteurs a donc un poids déterminant dans les prises de décision, et elle se préoccupe avant tout de ses intérêts, au détriment des autres travailleurs. Attaquer l'emploi des ouvriers du Livre et réduire les avantages acquis du secteur administratif permet aux journalistes d'augmenter leur influence dans la vie sociale de l'entreprise...

— En fait, il y avait là deux organisations de la C.G.T. qui s'affrontaient, et les adhérents de l'une d'elle jouaient le rôle de « jaunes »...

— Dans cette affaire, le Livre C.G.T. a, en effet, soutenu la direction contre des travailleurs en lutte ; il avait, pour lui-même, trouvé une base de négociation avec André Laurens, le gérant, et peu lui souciait la remise en cause des avantages acquis d'autres catégories de salariés. D'un autre côté, la C.F.D.T. et Force ouvrière étaient entrées dans la grève moins pour lutter contre le plan de restructuration que pour destabiliser la direction qu'elles jugeaient « incapable ».

— Finalement, elles ont parfaitement réussi puisque André Laurens a démissionné de son poste...

— Il y a donc une division des travailleurs au sein d'une même organisation (la C.G.T.), entre plusieurs syndicats, mais aussi entre catégories professionnelles. Face à cela, une direction « démissionnée » par les actionnaires. Pour quels motifs les ouvriers du Livre se sont-ils mis en grève le 10 janvier, alors qu'ils avaient déclaré, un mois et demi plus tôt, vouloir « sortir le titre en toutes circonstances » ?

— Le 30 décembre, il était annoncé au comité d'entreprise que la B.N.P., principale banque du *Monde*, se refusait de faire une avance de fonds pour payer le treizième mois des salariés. Cela n'entraînait aucune réaction des organisations syndicales, sauf du Livre C.G.T. qui occupait massivement le bureau de la direction pour exiger le respect de la convention collective. André Laurens, démissionnaire et chargé d'expédier les affaires courantes pendant trois mois — période fixée pour

Le Monde

l'élection d'un nouveau directeur-gérant —, déclarait n'être pas en mesure de satisfaire cette revendication, l'entreprise étant virtuellement en état de cessation de paiement. Les délégués du Livre demandait donc une réunion extraordinaire du comité d'entreprise en présence des représentants des porteurs de parts, le 10 janvier, pour exiger d'accélérer le processus de désignation d'une direction « responsable ». La grève de ce même jour était donc présentée comme un moyen de pression sur les actionnaires et pour obtenir le paiement du treizième mois.

— Comment cette grève a-t-elle été perçue ?

— Assez mal. Certes, chez les ouvriers du Livre, la « discipline syndicale » a joué ; mais la décision de cette grève a été prise par les seuls délégués, sans consultation ni vote de la base. Beaucoup d'ouvriers estimaient que ce mouvement était prématuré et ne comprenaient pas pourquoi il fallait faire grève alors qu'un mois et demi avant on leur avait dit qu'une non-parution du titre mettrait l'avenir du journal en péril.

Pour les autres catégories de personnel, cet arrêt de travail a été la preuve que le Livre n'entendait se battre que lorsque ses propres intérêts étaient menacés et que sa solidarité, même pour des enjeux syndicaux beaucoup plus importants, n'était qu'un vain mot. Cette grève a paru aussi être un dernier « baroud » de soutien à André Laurens, malgré le principe qui veut que « les salariés n'ont pas à choisir leur patron ».

— Cette action a-t-elle eu cependant un résultat positif ?

— Non, puisque l'on savait déjà que la date de désignation d'un nouveau directeur était fixée au 18 janvier. La « pression » sur les actionnaires était donc « bidon ». Quant au paiement du treizième mois, on en est toujours au même point, seule la banque pouvant décider de dégager des fonds dans la situation actuelle.

— André Fontaine, qui a été élu directeur-gérant, arrive donc dans une situation financière très fragile. A-t-il un plan de redressement de l'entreprise ?

— Fontaine a plusieurs atouts que n'avait pas Laurens : d'abord, un projet rédactionnel pour améliorer la qualité du journal ; ensuite, l'assurance d'être secon-

dé par un gestionnaire qui vient du groupe catholique Bayard-Pressé ; enfin, le soutien du pouvoir et la promesse d'obtenir des capitaux extérieurs. Certaines mauvaises langues disent donc que *Le Monde* deviendrait le quotidien de l'Eglise et de l'Etat !

En ce qui concerne son plan de redressement, c'est en fait le plan Laurens légèrement révisé. Pour le secteur administratif : baisse de 10% de la masse salariale, avec blocage des salaires et renégociation — mais en douceur ! — de la grille des classifications. Pour le secteur technique : modernisation non seulement de l'impression mais aussi de la photocomposition (avec passage progressif à la rédaction électronique : les journalistes remplaceraient les clavistes...).

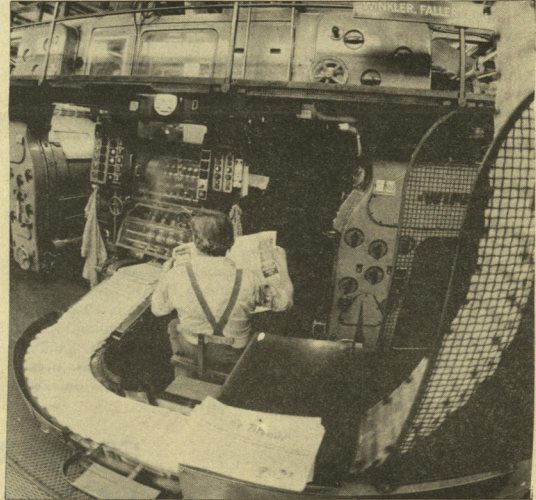
— Les salariés du Monde sont donc toujours appelés à faire les frais du redressement de leur entreprise. Le climat de tension dans lequel ils vivent depuis des mois ne compromet-il pas leur faculté de résistance ?

— La première tâche est de reconstituer l'unité entre catégories professionnelles pour pouvoir lutter tous ensemble contre le patronat. Il va falloir aus-

si s'affronter avec les « staliniens » de l'entreprise, qui sont plus soucieux de mener une action politicienne (rapports P.S.-P.C. obligeant !) que de défendre les intérêts des travailleurs. Les pratiques du Livre C.G.T., au *Monde*, peuvent s'apparenter à celles du syndicalisme à l'américaine : prises de décision sans consultation de la base, mise à l'écart des

militants opposés, pressions sur les adhérents, chantage à l'emploi, menaces physiques, votes truqués, etc. Reconstituer un véritable syndicalisme révolutionnaire, dans ces conditions, n'est pas chose aisée... mais il n'y a pas d'autre solution.

Propos recueillis par Marc Pillot



LA FÉDÉRATION DU LIVRE FACE AUX MUTATIONS TECHNOLOGIQUES

MULTIMÉDIA, fusion d'entreprises, procédé de fac-similé, scanner couleur et traitement de texte informatique sont parmi les mots les plus employés lorsqu'il est question de la presse et du livre ; on cite aussi souvent Hersant ou July ou Perdriel. On parle peu de travailleurs et de leurs syndicats.

Il y a maintenant quatre ans, nous étions quelques centaines à célébrer le centième anniversaire de la Fédération du livre. Moment particulièrement pertinent pour évoquer ce que furent la vie et les luttes de tous ceux qui composèrent, imprimèrent et diffusèrent les innombrables bobines de papier devenues *La Révolution sociale* ou *Le Figaro* en passant par *l'Action française*, *L'Humanité*, *Le Libertaire*, *Le Populaire* et tous les autres.

Depuis Pierre-Joseph (1), les militants ne manquèrent pas ; on pense à Varlin, Allemane, Villeval, Monatte, Libertad, Lecoq, Charbit ; on songe aussi aux grands réformistes, Keufer ou Ehni. Le premier ne manquait pas d'estomac, lorsqu'il vint, après la fusillade de Villeneuve-Saint-Georges en 1908, exposer à quelques milliers de typographes très mécontents, dont l'anarcho-syndicaliste Sergent, secrétaire de la C.S.T.P., pourquoi le comité central de la Fédération ne se joignait pas à l'appel confédéral pour la grève générale (3).

La coutume et le métier

Les personnalités, les luttes — tout ce qui se voit et s'entend — sont presque totalement effacés, ce qui était sans doute le plus important : l'organisation et les bases sur les-

quelles elle fut construite. Il apparaît, en effet, que la Fédération du livre avait réalisé un des objectifs que s'était assignée la C.G.T. à son origine, c'est-à-dire gommer les divergences idéologiques afin de réunir le plus possible de travailleurs. Pour ce faire, plutôt que de mettre l'accent sur ce qui aujourd'hui est appelé couramment la politique, le rassemblement fut fondé sur la coutume ouvrière réelle et d'abord le métier. Pendant plus d'un demi-siècle, à partir de cette organisation par métiers, avec une solidarité parfois conflictuelle des métiers entre eux, en insistant sur la formation professionnelle, en favorisant la recherche systématique des emplois par les bureaux de placement, les syndicats du Livre ont progressivement couvert la quasi-totalité de l'industrie d'un filet auquel peu de patrons pouvaient échapper.

Ce type d'organisation et la permanence d'une technologie qui ne se modifiait que lentement tout au long du siècle permirent aux travailleurs du Livre de contrôler les ateliers, de dominer techniquement les machines et les processus de production. A partir de cette force matérielle, se négocièrent les accords, les tarifs, les conventions collectives.

Il existait des points noirs, des faiblesses, mais le patronat ne pouvait négliger la Fédé-

ration et ses syndiqués : l'Etat et les chambres patronales devaient appliquer les accords. La possibilité de l'arrêt de presque toutes les imprimeries suffisait.

La pointe extrême du réformisme

Par une sorte de paradoxe, la direction d'inclination réformatrice du Livre réalisa entre 1920 et 1950 ce qui lui aurait permis de concevoir une autre orientation, avec les moyens effectifs pour la concrétiser. Elle atteignit une sorte de seuil, celui de la propriété des entreprises et de leur gestion, elle ne pouvait, seule et de par sa nature, le franchir. Elle se battit simplement pour durer. En 1948, la F.F.T.L. resta à la C.G.T. ; Edouard Ehni (4) et ses amis voulurent conserver l'unité de l'organisation corporative ; ils se pensaient sans doute à l'abri



C'était au temps du plomb...

de tous les périls. Moins de trente ans plus tard, Henri Krauski, représentant le bureau confédéral de la C.G.T. au congrès de la Grande-Motte, exposa dans son intervention, avec courtoisie, comment la direction confédérale, c'est-à-dire le Parti communiste français, avait progressivement conquis le Livre. Il y avait déjà une dizaine d'années que la Fédération changeait de nature.

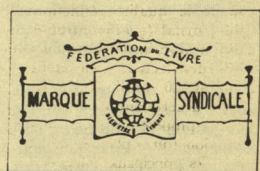
L'arme du patronat

Les propriétaires des imprimeries — tous, de la droite extrême à la gauche se proclamant la plus révolutionnaire — n'aimaient pas beaucoup la Fédération : ils devaient appliquer les tarifs, respecter les horaires et les équipements en personnels sur les machines. L'organisation ouvrière avait ses fondations dans la technologie ; une nouvelle technologie la mettrait à bas !

Depuis 1975, les travailleurs du Livre d'aujourd'hui vivent cette mutation ; des métiers disparaissent ; la productivité a doublé ou triplé ; les derniers bastions sont ébranlés. La course de vitesse entre l'acquisition, pour les travailleurs, des nouvelles qualifications et l'apprentissage des nouveaux systèmes de production est permanent.

Les limites du réformisme

La vieille Fédération du livre nous laisse pourtant quel-



que chose. Peut-être d'abord la limite du réformisme : il arrive que des périodes de développement technique permettent au réformisme syndical d'obtenir des résultats indiscutables pour les travailleurs de la branche. Puis, le système capitaliste dépasse les bases techniques permettant la construction ouvrière et ramène ceux qui avaient eu l'imprudence de se réver d'une nature différente à la réalité du salariat commun et au taux moyen d'exploitation. On peut y découvrir que le syndicalisme pour atteindre une certaine force matérielle, la seule qui soit effective, ne peut être politique, ou plutôt de parti ou de chapelle. Il doit être basé sur l'intérêt réel des travailleurs vivants, sur leur formation professionnelle, sur la recherche systématique de l'emploi. Il doit être ouvert à tous et permettre à tous d'y trouver une solidarité authentique. Bakounine ne disait-il pas qu'il fallait d'abord créer la solidarité entre les travailleurs, le reste viendrait ensuite.

Julien Maillet

(1) Il s'agit bien sûr de Proudhon.
(2) Chambre syndicale typographique parisienne, le syndicat parisien des typographes.
(3) « Cent ans de C.S.T.P. », page 9.
(4) Secrétaire de la F.F.T.L. de 1945 à 1963, date de sa mort.

ALLEMAGNE : PSYCHOSE TERRORISTE

« **A**TENTAT » : ce mot revient fréquemment dans la bouche des journalistes de la presse parlée ou écrite. Certains vont même jusqu'à affirmer qu'un front commun entre les organisations terroristes en Europe existe déjà, notamment entre Action directe (France), les Cellules communistes combattantes (Belgique) et la Fraction armée rouge (R.F.A.). C'est surtout ce dernier groupe — même si les deux autres apparaissent également dans les médias — qui semble polarsier l'opinion.

Fondée à la fin des années 60 par Ilirio Meinho et Andreas Baader, la Fraction armée rouge a connu son apogée dans les années 70. Composé de gauchistes extrémistes, ce groupe s'est rendu célèbre par de nombreux attentats commis principalement contre des installations américaines en R.F.A. et surtout par les assassinats en 1977

du procureur fédéral Siegfried Buback, du banquier Jürgen Ponto et du président du patronat allemand Hans-Martin Schleyer. Octobre 1977 : Baader et plusieurs de ses partisans sont retrouvés morts dans leur cellule à la prison de Stuttgart-Stammheim dans des circonstances demeurées obscures. Novembre 1982 : arrestation de Christian Klar et Brigitte Monhaubt, suite aux renseignements fournis par d'anciens complices des terroristes, attirés par la prime de 100 000 D.M. par tête offerte par les autorités judiciaires ouest-allemandes. Début 1984, s'ouvre à Stuttgart le procès de Klar et Monhaubt. Pendant ce temps, la police continue de ratisser les villes et arrête en juillet 84 à Francfort six membres présumés de la R.A.F., saisissant des plans d'installation américaines et des écrits politiques. Fin 84, une vague d'attentats, plus ou moins graves, laissent présumer une reconstitution du noyau dur de la R.A.F.

Le déclenchement, début décembre 1984, par 39 membres de la R.A.F. emprisonnés dans toute l'Allemagne, d'une grève de la faim laisse croire à une action concertée et préparée de longue date. Par ce geste, les prisonniers revendiquent trois points : la reconnaissance du statut de prisonnier politique, la suppression des conditions spéciales de détention (isolement), le regroupement dans un même lieu de détention.

Les autorités allemandes ont tenté d'étouffer ou du moins de minimiser l'affaire autant que possible. Le climat politique, entaché de divers scandales, n'est guère propice, d'autant plus que tenants et prétendants au pouvoir ne sont pas d'accord sur l'attitude à observer face à ce regain d'activisme terroriste. Les premiers (coalition gouvernementale) entendent le risque d'une aggravation de la situation, alors que les seconds (sociaux-démocrates) accusent le gouvernement de

dramatiser les faits. Rappelons cependant que l'état de santé des prisonniers continue de se détériorer et une controverse s'est engagée pour savoir si les grévistes devaient être nourris ou non de force.

Au-delà des divergences d'opinion se profile l'union sacrée de lutte contre le terrorisme. Etre ressortissant européen, arborer un macaron vert sur son pare-brise n'est pas une garantie de libre circulation. Les postes frontières, la télévision, la presse allemande diffusent de nouveaux portraits de présumés sympathisants de la R.A.F. Un appel national à la délation est lancé pour l'intérêt général, secondé et souvent précédé par la mise en branle d'un arsenal informatique ultra-performant.

Car, ne le nions pas, le terrorisme a également servi de faire-valoir au développement du fichage informatisé. Toutes les informations recueillies par les différentes forces de police

fédérales ou locales sont transmises dans chaque « Land » à un centre de traitement informatique relié aux ordinateurs du Bundeskriminalamt (B.K.A.) de Wiesbaden. La plupart des postes de police ou la police des frontières (Bundesgrenzschutz) disposent de terminaux d'ordinateurs. Le système a été perfectionné en 1983 par l'introduction de miniterminaux, émetteurs-récepteurs, portatifs, fonctionnant de n'importe quel point du territoire. Il suffit de taper le numéro de la carte d'identité de la personne contrôlée pour obtenir immédiatement son « profil ».

Rappelons aussi que les lois adoptées en R.F.A., aussi bien au niveau fédéral que dans les « Länder », ont toutes été dans le sens d'un renforcement des pouvoirs de la police en matière de contrôle d'identité et de perquisitions.

Martine
Liaison Bas-Rhin

GRÈVE DES MINEURS BRITANNIQUES THATCHER A LES YEUX PLUS GROS QUE LE VENTRE

LE Monde libertaire, dans son dernier numéro, laissait présager de probables reprises des négociations. Ce n'était pas faute d'avoir essayé auparavant mais les points d'achoppement, nombreux, ont toujours fait ressembler les négociations à un dialogue de sourds.

Thatcher, fielleuse, fait ressortir l'échec des sept rounds pour justifier de son peu d'empressément à entamer une nouvelle série depuis l'arrêt des négociations fin octobre.

Toutefois, d'un côté comme de l'autre, la raison principale des blocages est la locution « puits non économiques » et l'interprétation, les conséquences qui en découlent. Cette notion est très importante. Elle a été et sera sous les feux de l'actualité parce qu'elle va se trouver à l'origine ou non du règlement de ce conflit. Les conditions, les préalables de Scargill tiennent au fait que le National Union of Mineworkers (N.U.M.) reconnaît deux critères valables quant à la fermeture de puits miniers. Ceux dont tout à été extrait. Les seconds, ceux dont les conditions de sécurité sont déplorables ou

notoirement insuffisantes. C'est tout !

Le troisième paramètre, celui qui fonde le plan d'assainissement présenté le 6 mars 1983 par Ian Mc Gregor, est celui de la fermeture de puits pour non rentabilité. L'analyse du N.U.M. se développe en trois points. Le gouvernement tory, dans sa stratégie de dénationalisation de l'industrie (et donc sa privatisation), de restructurations de pans entiers de l'économie de production s'attaque à l'industrie minière. Dans un premier temps : réduction des subventions à la production ; dans un deuxième : clôture des puits jugés non rentables. Pour l'immédiat, cinq houillères sont menacées. Le 18 juillet, les propositions du N.C.B. au regard des négociations à venir étaient celles-ci : « Elles (les houillères) continueront de fonctionner. Toute décision ultérieure y référant (les cinq, plus beaucoup d'autres) sera évaluée en fonction des directives de la section 3 ». Cette section 3 dit que les puits qui ne pourraient pas être développés de manière « profitable » seront fermés ainsi que ceux dont l'activité, à échéance,

ne permettrait pas une utilisation « raisonnable » (sic) des « ressources humaines et financières ». A l'inverse, la politique énergétique du gouvernement conservateur se redéploie dans le nucléaire. Le N.U.M., dans son argumentation, estime que les investissements dans le programme nucléaire, au détriment de l'industrie minière ne se justifient, économiquement parlant, pas du tout. Ajoutées à cela : les réserves émises généralement — traitement des déchets, etc.

Comme l'exprime si clairement le N.C.B., « le 6 mars, le National Coal Board met en avant des propositions destinées à influer sur les perspectives de l'industrie et à adapter la production aux exigences du marché. » L'aspect humain dans ces « bonnes résolutions » ? Insignifiant !

Le sujet brûlant sur lequel se rompt toute tentative de conciliation est l'interprétation qu'en font les deux parties du « plan charbon » de Derek Ezra. La notion d'épuisement des réserves, notamment, s'évalue différemment. Le N.U.M. : (...) à la lumière des événements, le Board devra retirer ses propositions et réexaminer les objectifs en fonction du « plan charbon ». Autre son de cloche provenant du N.C.B. : (...) à la lumière des événements, le Board examinera les propositions pour l'industrie minière et revera les objectifs au cas par cas. » Bataille sur des mots ! Les principes généraux sont adoptés sans nuance par les Charbonniers. Le N.U.M. insiste lui sur le fait que l'avenir des houillères doit être considéré en fonction du « plan charbon ». Subtilités difficiles à saisir ! Pour simplifier, car la notion de « puits économiques » est la clé du règlement, le para-

mètre de la fermeture des mines est économique dans la vision rigoureusement mercantile du N.C.B. Le N.U.M. refuse cette référence à la loi du marché et accepte de transiger sur une considération plus « géologique » dirons-nous. A savoir qu'il pouvait autoriser la fermeture de puits miniers au vu du principe de praticabilité d'extraction du sous-sol. Toujours est-il que cette semaine, des pas en avant ont été fait sur l'appréhension de cette problématique.

Semaine chargée Pour quels résultats ?

Lundi 21 janvier, Peter Heathfield, secrétaire général du syndicat a rencontré, discrètement, Ned Smith, directeur-général du N.C.B. chargé des relations industrielles. Pourpaler informels afin de rapprocher les antagonismes et d'arriver rapidement à un règlement négocié. Parallèlement, des dirigeants du T.U.C. menaient des actions, prudentes également, dans le même sens. Norman Willis, secrétaire général, s'était même impliqué dans la recherche d'une entente. Conscient, comme ses camarades, qu'une solution rapide à cette grève servirait davantage les intérêts du syndicalisme et du mouvement travailliste dans son ensemble, Scargill s'est laissé convaincre. Réitérant sa bonne volonté, il est prêt à entrer dans de nouvelles négociations sans préalables quelconques.

Tout laissait penser à un aboutissement, aux espoirs de tout ce monde. L'attitude conciliante du comité exécutif du N.U.M. et celle, plus étonnante, du Board. Premier clash ! De l'avis autorisé de hauts responsables du N.C.B., Ned Smith serait chanceux s'il ne lui était

pas demandé de partir avant la date prévue — il part théoriquement en retraite le 3 février —, sort auquel il avait échappé déjà auparavant, il y a trois mois. Smith ne devrait pas aller trop loin ! Il a, affirme-t-on, agit de sa propre initiative, de son propre chef ! Thatcher durcit ses positions, suivie en cela par son petit chien, Mc Gregor. Ligne dure, sans fléchissement aucun. Pas de semblant de concessions. Et puis, Smith qui arrive, sans crier gare, avec ses options « arrangeantes ». C'est, tout le monde le sait, qui s'opposent. Pour combien de temps ?

Deuxième hic, l'intransigeance phénoménale de la « Dame de fer ». Le comité exécutif du N.U.M., réuni jeudi 23, à Sheffield, apprend la demande du Board que, comme condition à toute future négociation, le syndicat s'engage par écrit à reconnaître le caractère de rentabilité comme motif à fermeture de puits.

Le N.U.M. maintient fermement son opposition, depuis 40 ans, à cette politique. Le consentement tacite, paraît-il, des 24 membres du C.E. laisse la porte ouverte à de nouveaux entretiens. Est-ce une victoire pour le gouvernement que d'avoir amené Scargill et les siens sur ses propres bases de discussions ? Il faudrait être naïf pour croire que tout est arrivé. Le défaitisme, l'alarmisme ne sont pas de mise. Il y a encore environ 65% de mineurs en grève. Les chiffres gonflés des reprises de travail n'autorisent pas le Board à jubiler. Il n'y a pas de quoi ! Une petite statistique : la grève a coûté, à ce jour, 5 milliards de livres et, par semaine, coûte 105 millions de livres.

Hervé



Thatcher "piquait" notre lait, maintenant elle vole notre pain.

ITALIE

LE MOUVEMENT CONTRE LA GUERRE

QUE reste-t-il aujourd'hui du mouvement contre la guerre en Italie ? Mouvement qui s'était coordonné lors de l'installation des missiles à Comiso. Et quel est le rôle tenu par l'antimilitarisme anarchiste dans ce même mouvement ? Ces deux questions pour tenter de tracer un programme d'action antimilitariste qui, dans les prochains mois, puisse permettre à l'anarchisme organisé de s'exprimer sur la situation vécue par le mouvement contre la guerre et qui s'inscrive de plein pied dans notre initiative.

Ce n'est pas par hasard si nous préférons parler de mouvement contre la guerre plutôt que de mouvement pour la paix, dans la mesure où le premier souffle de la mobilisation a vu apparaître trois composantes : pacifiste, anti-impérialiste, antimilitariste.

Pacifisme

La composante pacifiste, en règle générale identifiée au mouvement pour la paix a été majoritaire en nombre, car composée en outre d'innombrables comités pour la paix, d'associations démocratiques ou religieuses, de groupes parlementaires de gauche (P.C.I., P.D.U.P., D.P.). Dans l'été 83, sous la pression des tendances les moins institutionnelles, le mouvement pour la paix met en avant les « blocs » non-violents face au portail de la base de Comiso ; à cette manifestation participent quelques centaines de pacifistes. Le soutien du P.C.I. — sur tous les plans — a permis au mouvement pour la paix d'organiser à Rome des manifestations de plusieurs milliers de personnes, manifestations basées sur des mots d'ordre inconsistants telles les tractations Etats-Unis-U.R.S.S., ce jusqu'à la désastreuse campagne pour un référendum sur la question des missiles.

L'ultime manifestation du Mouvement pour la paix à Ro-

me le 27 octobre 1984 organisée lors de la conférence politico-militaire de l'U.E.O. a rassemblé quelques centaines de personnes et ce dans l'indifférence la plus complète. Quelques camarades et groupes anarchistes travaillent ou ont travaillé dans un sens antimilitariste à l'intérieur des comités pour la paix dans plusieurs villes.

Anti-impérialiste

La composante définie comme anti-impérialiste est celle qui, derrière le slogan « O.T.A.N., hors de l'Italie ! », rassemble des comités anti-impérialistes, des comités internationalistes, les comités populaires pour la paix de la région du Veneto, Autonomie ouvrière, Lutte continue pour le communisme, les « bordighisti » de Combat, et les autres groupes du mouvement. Démocratie populaire, les prosoviets de lutte pour la paix, avec les trotskistes et marxistes-léninistes, bien qu'ayant en commun, sur ce plan, la position anti-américaine, travaillent au contraire à l'intérieur du Mouvement pour la paix.

Le point de référence de cette composante anti-impérialiste est la coordination nationale des comités antimilitaristes et anti-impérialistes contrôlés par Autonomie ouvrière, déjà protagoniste des « blocs » de Comiso en 1983, avec les pacifistes de l'I.M.A.C., de la partie du cortège se référant à Autonomie, composée de 7 000 manifestants, le 22 octobre 1983 à Rome, de la campagne contre l'intervention de l'Italie au Liban (Mestre, le 17 septembre 1983, manifestation régionale de 3 000 personnes), de l'occupation de la mairie de Comiso le 10 août 1984 (400 personnes).

Lors de la dernière manifestation nationale à Rome, le 27 octobre dernier, derrière la banderole de la coordination, défilèrent 4 000 participants. Quelques camarades et groupes anarchistes travaillent ou ont travaillé dans le sens antimilitariste.

Antimilitariste

La troisième composante est antimilitariste ; elle regroupe divers comités antimilitaristes, groupes d'objecteurs de conscience, de la L.O.C., du mouvement non-violent et de la Ligue pour le désarmement unilatéral, et surtout du mouvement anarchiste présent avec des camarades dans les structures de base. Sont présents également des antimilitaristes radicaux ; le Parti radical, bien qu'aspi-

pagande militaire et nationaliste. En novembre 1982, le ministre de la Défense a diffusé une circulaire afin que les quartiers généraux militaires et les carabinieri prennent les mesures de sécurité adéquates pour neutraliser les groupes anarchistes.

En fait, par son enracinement et ses dimensions (3 000 participants à la manifestation nationale de Livorno le 13 mars 1982, présence de 2 000 camarades le 22 octobre 1983 à la manifestation pacifiste de Rome),

port ponctuel de la F.A.I. à travers *Umanità nova* et sa commission antimilitariste. A rappeler également les initiatives de solidarité avec les anarchistes emprisonnés pour objection totale, ainsi que le travail accompli dans ce sens par la revue *Senza Patria*. Enfin, et non des moindres, le congrès d'études sur l'« Industrie de guerre et de militarisation » organisé par la F.A.I. à Livorno en février 1984 et ouvert à tout le mouvement d'opposition à la guerre.

Tourner vers le futur

Si l'installation des missiles à Comiso a coïncidé avec la désagrégation du Mouvement pour la paix, il n'en a pas été de même pour les composantes anti-impérialistes et antimilitaristes qui, sans nier l'importance première de Comiso, n'ont jamais scindé le débat sur la guerre du débat social, partant de la critique de la paix des patrons et du militarisme italien. Il est important de continuer dans cette voie avec une contre-information constante, à même de créer des moments d'intense mobilisation. Les manifestations au niveau local les plus récentes (Camp Derby, Gênes, Alessandria) prouvent que nous avons les capacités pour le faire.

Il existe en Italie un terrain propice à la reprise d'un mouvement anti-autoritaire, en dehors du contrôle institutionnel et de la logique électorale, synthèse de l'opposition qui s'est développée ces dernières années contre la politique et l'économie de guerre, au pouvoir.

Dans cette démarche, l'apport révolutionnaire et libertaire des anarchistes reste fondamental. Depuis quelques temps, nous ne sommes plus les seuls à penser sérieusement à une mobilisation antimilitariste du mouvement anarchiste au niveau national, qui conduirait à une importante manifestation de solidarité avec les objecteurs, pour l'insubordination sociale et militaire.

Commission antimilitariste de la F.A.I.



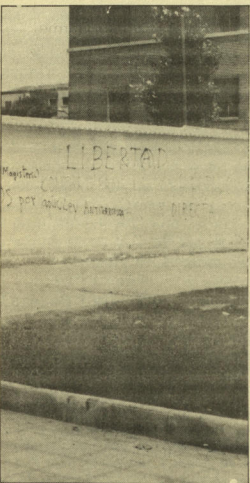
rant, n'a jamais pu se faire accepter comme représentant institutionnel et est resté en marge du mouvement. Il est prévisible que le même sort sera réservé à la liste des Verts qui se présentera lors de la prochaine échéance électorale, le 12 juin.

L'Italie n'est ni l'Allemagne ni la Hollande et ces jeux politiques ne sont pas faciles. Entre les composantes du mouvement contre la guerre, le mouvement antimilitariste apparaît comme le moins homogène du point de vue organisationnel ; mais indubitablement dans telle ou telle situation et dans certaines régions, il a représenté et représente encore l'opposition la plus expressive. L'échec de la mobilisation antimilitariste reste le 4 novembre, anniversaire de la « victoire » de la Première Guerre mondiale et fête des Forces armées : jour où chaque année, initiatives, contestations et contre-information sont opposées à la pro-

le mouvement anarchiste a été en mesure d'avoir sa propre autonomie, constituant ainsi un point de référence précis pour toute l'opposition antimilitariste, arrivant à rassembler malgré toutes les difficultés en juillet 1983 environ 300 à 400 camarades à Comiso pour l'occupation de la base. L'intimidation armée de la mafia, la collaboration du P.C.I. et la violence des policiers et carabinieri réussirent à empêcher, avec la complicité de la presse, la participation de la population à cette initiative, et ce, malgré la propagande et le travail des camarades siciliens, permettant ainsi à l'O.T.A.N., l'installation des Cruises et l'occupation américaine du territoire.

Après une telle défaite, un travail important a été fourni durant l'hiver 83-84 sur tout le territoire par les anarchistes et les antimilitaristes contre l'envoi des troupes italiennes au Liban, travail basé sur l'ap-

ESPAGNE : MONTAGE POLICIER



TROIS militants de la C.N.T. (Confédération nationale du travail) de Vitoria (Pays basque) ont été incarcérés à la prison de Carabanchel après décision de justice : Andres Sanchez, Vicente Alvarado et Jose-Manuel Collado. Ce dernier devait être mis en liberté provisoire sous caution, mais ne l'a pas été finalement, afin que ne soit pas rendu public son mauvais état de santé après son passage au commissariat de police. Guillermo Argos et Guillermo Guerrero, détenus avec les militants précédemment cités, ont été mis en liberté provisoire sous les cautions respectives de 150 000 pesetas (environ 10 000 F) et 400 000 pesetas (soit 26 000 F).

Santiago Abad, ex-militant de la C.N.T., a été également remis en liberté provisoire sous caution ; tandis que Inaqui Paga-zaurtunda, « leader » de l'U.G.T. (Union générale des travailleurs), a été remis en liberté sans conditions.

Il a été possible de connaître les chefs d'inculpation grâce au soutien apporté par les compagnons lors des manifestations et par une note de police. Les accusations portées à l'encontre des militants s'adressent à l'ensemble des détenus :

- appartenance à deux organisations armées : la F.I.G.A. (Fédération ibérique des groupes autonomes) et les C.C.A.A.A. (Commandos autonomes anti-capitalistes) ;
- attentats contre un des directeurs de Michelin, M. Casanova ;
- attaques à main armée dans diverses banques ;
- auto-réduction pour l'impôt révolutionnaire.

Nos compagnons, selon cette note policière, ont commis ces délits combinés à leurs activités syndicales publiques. La police a décidé de l'imagination à revendre ! Durant les interrogatoires, la police a obtenu un grand nombre de noms de militants de l'organisation qu'elle a tenté d'impliquer dans des délits similaires.

Par cette machination, la police, comme elle l'a laissé entendre aux détenus, a pour objectif de freiner le développement de la C.N.T. à Vitoria, lequel devient réellement « problématique ». Là git le cœur de l'affaire : la C.N.T. dérange comme dérange tout ce qui constitue une opposition conséquente et qu'on ne peut faire taire, car se situant hors des limites imposées par le système. Pour que cette opposition cesse de gêner le pouvoir, on l'enrève par n'importe quel moyen. En première instance, on arrête des opposants, puis on les accuse de n'importe quoi, et dans la mesure du possible, on invente les preuves ; autrement, on s'en passe.

Mais s'ils sont acquittés après le jugement ? Que faire ? On aura plus de chance la fois prochaine..., mais l'objectif reste partiellement atteint. La campagne d'accusations est lancée, et de nouveau, la C.N.T. apparaît comme un groupuscule de quatre fous armés de bombes. Il s'agit de détruire l'image de la C.N.T. en tant qu'organisation de travailleurs.

D'après « Epkartasuna »

LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE ET RÉVOLUTION SOCIALE

ON s'en doute, les luttes de libération nationale ne datent pas d'aujourd'hui. Elles existent depuis toujours ou presque. Depuis que des nations oppriment et exploitent d'autres. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, cependant, ces luttes ont pris une nouvelle dimension. Par leur nombre, et surtout par leurs issues.

Ce fut ce que l'on a appelé l'ère de la décolonisation. Les vieilles puissances coloniales étaient sur le déclin. Leurs colonies sautèrent sur l'occasion. Et, après des luttes plus ou moins longues, un certain nombre de ces ex-colonies africaines, indochinoises, maghrébines, moyen-orientales, accédèrent à l'indépendance. Et le mouvement se poursuit encore aujourd'hui dans les dernières poches de résistance du colonialisme : Guadeloupe, Martinique, Tahiti et Nouvelle-Calédonie.

Plus récemment, sont également apparues un certain nombre de luttes de libération nationale dans des Etats-nations constitués depuis longtemps. En France avec la Corse, la Bretagne, l'Occitanie, le Pays basque, etc. En Grande-Bretagne avec l'Irlande, l'Ecosse... En Espagne, avec le Pays basque... Face à ces luttes, le mouvement ouvrier a toujours été fortement divisé.

La fraction du mouvement ouvrier sous influence marxiste, après avoir, au nom du matérialisme historique, été opposée à la plupart de ces luttes les a largement soutenues. En revanche, pour la fraction du mouvement ouvrier sous influence anarchiste, on est passé du soutien à la méfiance. Cela, parce que nombre de ces luttes de libération nationale, voire la totalité, n'ont abouti qu'à un changement d'opresseurs et d'exploiteurs et non pas à l'abolition de l'oppression et de l'exploitation.

Aussi, aujourd'hui, face aux luttes de libération nationale deux attitudes s'offrent aux militants révolutionnaires. Soit s'y investir ou apporter son soutien et cautionner un réaménagement de l'oppression et de l'exploitation. Soit ne pas s'y investir et apporter un soutien théorique, sans matérialisation aucune, et ne pas cautionner la perpétuation de l'oppression et de la domination.

On s'en doute, aucune de ces deux solutions n'est véritablement acceptable pour un militant révolutionnaire anarchiste. Car la première, si elle signifie une insertion dans la réalité et l'histoire, signifie également l'acceptation de la perpétuation de l'intolérable. Et, la seconde, si elle permet de garder les mains propres, conduit elle aussi à l'acceptation de la perpétuation de l'intolérable dans la mesure où on ne peut pas faire l'histoire en étant absent. Alors, sommes-nous condamnés à devoir choisir entre la peste du « progressisme » et le choléra du confort intellectuel, de l'indifférence et de l'impuissance ? Rien n'est moins sûr !

Un peu d'histoire et de théorie

Les sources d'une sorte de conciliation entre le nationalisme (la perpétuation de l'oppression et de l'exploitation sous des formes nouvelles) et l'internationalisme (l'affirmation du droit de chaque groupe ethnique ou national de se constituer en entité autonome, mais sur des bases de classe, c'est-à-dire en réalisant une unité dans la différence) ne sont pas très anciennes. On les retrouve dans les tentatives d'unification des travailleurs de certains pays qui aboutirent à la fondation de l'Association internationale des travailleurs.

Mais, par-delà l'apparence de cohérence de cet internationalisme, deux interprétations s'affrontaient. D'un côté,

il y avait Bakounine et les anti-autoritaires qui disaient :

« Reconnaissance du droit absolu de chaque nation, grande ou petite, de chaque peuple, faible ou fort, de chaque province, de chaque commune à une complète autonomie (...) »

« Toute nation, petite ou grande, toute province, et même à la rigueur toute commune, comme tout individu, ont le droit absolu et inaliénable de disposer d'elles-mêmes, de s'organiser intérieurement et de s'allier avec qui elles voudront... Si elles s'isolent dans leur indépendance, elles se priveront de tous les bienfaits, de tous les secours, de toute la production de la solidarité. » (1)

Et de l'autre, on trouvait Marx et Engels qui, eux, pensaient qu'il y avait des peuples « dignes » de l'autonomie ou de l'indépendance et d'autres, matérialisme historique oblige, qui n'en n'étaient pas dignes (2) :

« Il n'y a pas de pays en Europe qui n'abrite dans quelques coins un ou plusieurs débris de peuples, résidus de vieilles populations qui furent refoulées et asservies par la nation qui devint plus tard le facteur de l'évolution historique. Ces restes de nations impitoyablement écrasées — comme dit Hegel —, par la marche de l'histoire, ces débris de peuples, sont et resteront jusqu'à leur total anéantissement et à leur dénationalisation les soutiens fanatiques de la contre-révolution. Toute leur existence n'est-elle pas déjà un défi à la grande révolution historique ? Tels sont, en Ecosse, les Gaëls ; en France, les Bretons ; en Espagne, les Basques ; et en Autriche, les slaves du Sud, panslavistes. »

« La prochaine guerre mondiale ne fera pas disparaître de la surface du globe seulement les classes et les dynasties réactionnaires, mais aussi la totalité des peuples réactionnaires. Et ce sera un progrès. »

Comme on le voit, les positions étaient bien tranchées. Les anarchistes, tout en se battant sur des bases internationalistes de classe, clamaient haut et clair le droit imprescriptible des individus, des communes, des régions, des nations, des ethnies, à disposer librement d'eux-mêmes. Les marxistes, eux, estimaient que ce droit imprescriptible ne concernait que ceux qui allaient dans le sens de l'histoire. Et puis, le temps passant, les positions des uns et des autres ont évolué. Ou, plus exactement, à l'épreuve des faits, la réalité des uns et des autres s'est modifiée.



Obsèques du leader indépendantiste kanak Eloi Machoro.

Bref historique des luttes de libération nationale

L'histoire, récente et moins récente, des luttes de libération nationale est connue. Après leur accession à l'indépendance, les pays et les ethnies, anciennement colonisés se sont empressés de reconstruire, à leur manière, le temple de l'oppression et de l'exploitation. De nouveaux Etats-nations sont nés, oppresseurs et exploités de leurs propres minorités nationales ou régionales. De nouveaux dominants se sont empressés de s'asseoir dans le fauteuil encore chaud des anciens. De nouveaux exploités sont apparus à la place des anciens.

Bref, les luttes de libération nationale ont toute aboutie, sans exception aucune, au triomphe du nationalisme. D'un nationalisme perpétuateur de l'oppression et de l'exploitation. D'un nationalisme aux antipodes d'un internationalisme de classe.

Et c'est ce qui explique, surtout après le putsch des bolcheviks en U.R.S.S. et la mise en œuvre de leur expansionnisme, que le mouvement ouvrier, sous l'influence marxiste, se soit mis, contrairement à son chef spirituel, à accrocher les wagons de son soutien et de ses ambitions à la locomotive des luttes de libération nationale. Le simple changement de dominants et d'exploiteurs est au cœur de la théorie et de la pratique marxiste.

Et c'est ce qui explique également que les anarchistes, tout en affirmant un soutien verbal au droit imprescriptible des peuples à disposer d'eux-mêmes et un rejet des Etats, de la perpétuation de l'oppression et de la domination, ont déserté en masse le terrain des luttes de libération nationale, en renvoyant dos à dos les anciens et les futurs dominants.

Mais l'histoire et son explication sont une chose et le désir de faire la révolution sociale aujourd'hui, une autre. Aussi, la question qui se pose à nous actuellement est simple. Pouvons-nous continuer à rester spectateurs de l'histoire ? Sommes-nous condamnés à choisir entre une caution explicite à la perpétuation de l'intolérable et une caution implicite ? Les luttes de libération nationale sont-elles vouées à échouer par nature sur les grèves polluées du nationalisme ?

Pour ma part, je pense qu'il est possible d'échapper à ce dilemme. Expliquons-nous ! Deux hypothèses s'offrent, en effet, à nous au niveau théorique.

Que faire ?

Soit, on pense que les luttes de libération nationale sont vouées à mourir dans le ghetto du nationalisme et à ce moment-là, il faut être honnête avec soi-même et condamner ce type de lutte, car il n'est pas possible de se satisfaire d'une hypocrite dichotomie entre les discours et la pratique.

Soit, on pense, comme Bakounine et les anarchistes de la Première Internationale, que les luttes de libération nationale peuvent, entre autres, prendre le chemin de la révolution sociale et de l'internationalisme de classe. A ce moment-là, il faut s'interroger : pourquoi n'ont-elles pas pris ce chemin et comment pourraient-elles le prendre ?

De mon point de vue, cette deuxième hypothèse est celle que nous devons explorer. Et, en l'exploitant, on se rendra compte d'une chose fondamentale. Cette chose fondamentale, c'est que le soutien clair et net des anarchistes aux luttes de libération nationale, soutien visant à faire évoluer ces luttes vers un internationalisme de classe, est lié à la force du mouvement anarchiste et à son insertion dans les luttes. Dans toutes les luttes...

Car, si les luttes de libération nationale ont connu le sort que l'on sait — mais c'est du même tabac pour le syndicalisme ou la révolution en général —, c'est parce que nous avons été chassés de la scène de l'histoire. Si nous avions gardé intactes nos forces de l'époque de la Première Internationale ou si, nous les avions développées, il tombe sous le sens que les choses auraient été différentes.

En conséquence, à l'heure où nous commençons à relever la tête, par la force de nos idées, par la déconsidération du marxisme et par nos efforts militants, il serait stupide et dramatique pour nous de continuer à ancrer notre stratégie dans des schémas qui sont ceux de notre réalité passée, et confondre ainsi les effets et les causes.

On l'aura donc compris ; aujourd'hui, notre devoir de révolutionnaires et d'anarchistes doit être, non de fuir les terrains de lutte comme ce fut le cas antérieurement de par la faiblesse de nos forces, mais en revanche de les investir. De nous y investir. Ceci pour, par notre présence, par la force de nos idées et par nos efforts, orienter ces luttes dans le sens de la révolution sociale.

Pour ce qui concerne les luttes de libération nationale, cela veut dire être présents, pour se battre contre l'oppression colonialiste et contre les postulats à l'oppression revue et corrigée par le nationalisme. Se battre, donc, pour une internationalisme de classe !

Et, pour toutes les autres luttes, c'est exactement la même chose. A l'heure où nous renaissans de nos cendres et où l'avenir s'ouvre devant nous, il nous faut et il nous faudra, de plus en plus, agir. Etre présents, de plus en plus présents. Sans complexes aucuns dans la lutte qui nous opposera aux tenants du capitalisme privé et d'Etat. Aucune lutte n'est révolutionnaire en soi. Mais beaucoup peuvent le devenir. A condition, bien sûr, que les révolutionnaires luttent à l'intérieur de ces luttes et ne se contentent pas d'être des spectateurs.

Jean-Marc Raynaud

(1) Ces citations sont extraites de l'ouvrage de Balkanski : « Libération nationale et révolution sociale », édité du groupe Fresnes-Antony (F.A.), en vente à la librairie du Monde libertaire, 45 F.
(2) « La nouvelle gazette rhénane » : 13 janvier 1849, Karl Marx. On pourra également consulter à ce propos l'article de Jean Barrué « Le jeune Marx et les canards botteux », paru dans la « Rue » n° 33 (revue du groupe Louise-Michel de la F.A.), en vente à la librairie du Monde libertaire, 35 F.

A PROPOS DE BORIS VIAN

LES NÉCROPHAGES

Le Larousse nous apprend que les nécrophages sont ces animaux qui vivent de cadavres, tels certains insectes recherchant les chairs en décomposition pour en faire leur nourriture. Il faut bien que tout le monde vive ! Le journaliste, insecte gratte-papier, est quelque fois nécrophage. M. Jean Cotté, journaliste à *France-Soir*, s'est livré récemment à l'exercice de sa profession, en écrivant un article vomitif sur Boris Vian : « Plus grand mort que vivant ».

Les journalistes sont courageux, paraît-il, c'est une enquête qui nous le dit (appréciation de 90% des personnes interrogées par le Centre de perfectionnement des journalistes). M. Jean Cotté, qui porte bien mal son nom, ne serait-il donc qu'un pâle escroc abusant d'une profession qui n'est pas la sienne. Quoi qu'il en soit, on peut comprendre qu'il est plus facile de tresser un mort qu'un vivant. Diable, un vivant, surtout de la trempe de Boris Vian, vous répond. D'un cadavre, aucun risque. Cela vous permet donc de « cracher sur les tombes » et d'affirmer qu'il s'agissait d'« une gloire de quartier, le Quartier latin, il est vrai,

et surtout connu pour une supercherie ». De noter également que « le biologiste Jean (Rostand) enseigne à Boris la sagesse des crapauds et l'anarchisme mondain ».

Dommage que la sagesse des crapauds soit si mal partagée. Elle vous manque, monsieur Cotté. Bien sûr, on comprend votre « humour » à propos de Vian. Il a tant raillé la « cottérie » que vous représentez : militaires, financiers, bourgeois..., que vous ne pouvez lui pardonner. « Il joue les casseurs de société », dites-vous ! Oui, mais de cette société, âpre au gain, qui n'hésite pas à tuer ou à faire tuer, lorsque ses intérêts sont en jeu.

Noël Arnaud, dans la postface de *Textes et chansons*, écrit que Vian est mort un matin de juin 1959, à 39 ans, « sans avoir failli un seul instant à sa libre individualité ni à sa propre jeunesse qui fut insolente et tendre, féroce aux imbéciles et aux hypocrites, généreuse et tendue tout entière vers le seul "idéal" pour lequel un homme à tête d'homme doit vivre et peut même se permettre de mourir : le bonheur sur cette terre et tout de suite. » C'est cela que vous

lui reprochez. Vous vous êtes reconnu dans ces quelques lignes. Cela indique, au moins, que ses écrits demeurent, quelque trente années après, aussi caustiques et pertinents (1). Et dans trente ans, qui se souviendra de monsieur Cotté ?... alors que l'on lira encore *L'arache-cœur*, *l'Ecume des jours* et que l'on chantera *Le Déserteur* (2).

Monsieur le nécrophage, avant de vous livrer à d'autres ripailles, vous devriez songer à la différence que Boris Vian établissait entre le cochon et le sanglier. « Entre le cochon et le sanglier, il y a la différence, notamment, de l'état domestique à l'état sauvage. (...) Le cochon ne s'écartere guère de sa mangeoire, où il est assuré de trouver force bonnes épluchures... »

P.B.

(1) A ce sujet, les lecteurs du « Monde libertaire » trouveront tous les ouvrages de Boris Vian à la librairie du Monde libertaire. A signaler également la pièce de théâtre : « L'Ecume des jours », jouée actuellement au Tai Théâtre (37, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e, tél. : 278.10.79).

(2) Qui se souvient de M. Faber, conseiller municipal, ancêtre de M. Cotté, protestant contre la diffusion du « Déserteur » !

« LAMINOIR »

DE JEAN-LOUIS PHAN-VAN

JEAN-LOUIS n'est pas un de ces dessinateurs dont les petits mickeys iconoclastes sont devenus une institution en provoquant les soupçons admiratifs de la gauche salonarde... Chacun de ses dessins est une gueleulante, un cri de révolte qu'on se prend dans la tronche ! Il agresse, il provoque, il fustige les militants, aux grands idéaux, empêtrés dans leurs contradictions... Il tape sur les assassins qui agissent « au nom de la classe ou-

rière ». Il abolit le salariat en trois coups de plume. Il balance son vitriol dans la poire des partisans de l'Ordre nouveau... et ça touche droit au but ! Parce que Jean-Louis est un militant anarchiste, au quotidien.

Ce qu'il exprime dans ses crobards, « aussi noirs que le drapeau », c'est ce qu'il vit dans ses combats de tous les jours : ses espoirs, ses défaites, ses envies, ses haines... Je préfère, pour ma part, ses dessins griffonnés sur un coin de table,

sur un coup de rage ou de déprime, à ceux plus travaillés qu'il réalise pour illustrer un article ou une couverture d'un journal du mouvement libertaire (I.R.L., C.P.C.A., etc.) :

Au fil de l'encre, *Laminoir* (1) s'arrête sur l'assassinat de Pierre Maître, l'invasion de l'Afghanistan, l'apartheid, les élections de 1891, le putsch en Pologne, les tabassages racistes, etc., et il est évident que Jean-Louis a été et est toujours au cœur des luttes contre toute forme d'autorité. Regardez ses dessins, ça saute aux yeux !

Bon... J'arrête là la « pomnade » ; Jean-Louis n'aime pas ça ! Un dernier mot pour conclure : achetez vite son album et suivez sa recommandation : « Toute reproduction est fortement conseillée ». C'est vrai, quoi, tant de tracts sont si mal illustrés !

Gil

(1) « Laminoir », de Jean-Louis Phan-Van, édité de Quat'Sous, en vente à la librairie du Monde libertaire, 35 F.

CONCERT UTGE-ROYO

Serge Utge-Royo chantera le samedi 9 février, à 22 h 15, au Cithea, 112, rue Oberkampf, 75011 Paris.

Prix des places : 50 F, 40 F aux porteurs de la carte de Radio-Libertaire.

Places en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

A.P.P.H.R.

« LA DETTE DU TIERS MONDE »

DE PASCAL ARNAUD

PLUS de 800 milliards de dollars : la dette du tiers monde auprès des banques et organismes internationaux donne le vertige. Aujourd'hui, celui-ci ne peut plus tenir ses échéances. Les milieux bancaires s'inquiètent, l'ombre menaçante du krach bancaire se dessine, avec, à la clef, une crise économique beaucoup plus grave que celle que nous connaissons actuellement. Ainsi s'expliquent les négociations sur le rééchelonnement de la dette d'un bon nombre de pays emprunteurs.

Mais au fait : quel est l'origine de cette dette ? Pour financer quoi ? Quels sont les emprunteurs ? Quels sont les débiteurs ? Comment interviennent les taux d'intérêt et quel rôle joue le dollar ? Quel est le lien entre le financement d'un certain « développement » dans les pays du tiers monde et l'organisation internationale du travail ? Comment cela se répercute-t-il sur la vie économique et sociale des populations du tiers monde ? C'est à ces questions et à bien d'autres encore que ce livre répond. Pas de remèdes miracles — qui n'existent d'ailleurs pas —, mais un éclairage de certaines contradictions du système. Un outil de compréhension très utile sur l'économie mondiale — combien fragile —, qui nous régit (1).

Pierre-Yves

(1) « La dette du tiers monde », de Pascal Arnaud, édité. La Découverte, collection Repères, en vente à la librairie du Monde libertaire, 29 F.

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 31 janvier : « Attention fragile » (10 h à 12 h) : Brésil, face à l'oppression économique, des groupes s'organisent. « De bouche à oreilles » (14 h à 16 h) : le magazine de la chanson vivante reçoit Michel Arbatz et Jean-Luc Debatisse.

• Vendredi 1^{er} février : « L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : Madeleine Deberouse de la Ligue des droits de l'homme sur le thème : « Le droit de la femme ».

• Samedi 2 février : « Le Père peinarde » (11 h à 12 h) : éléments d'éthique moderne, avec Paul Chenard et Robert Guerin.

• Dimanche 3 février : « Folk à lier » (12 h à 14 h) : séquence mensuelle de country.

• Lundi 4 février : « Tais-toi et rame » (10 h à 14 h) : reçoit la revue *Vertiges des Lettres*, revue gauche et maladroite, en la personne de Eugène Simion.

« A bâtons rompus » (14 h à 16 h) : la psychologie de l'adolescent avec M. Taystaire, enseignant et chercheur à Ville-taneuse.

• Mardi 5 février : « 01 Anarchie » (18 h à 20 h) : Terminal 84 est invité. « Prisons » (20 h à 22 h 30) : émission sur l'enfermement, reçoit la compagne de Charles Bauer (vingt ans de réclusion pour 4 cambriolages).

« TRAIN D'ENFER »

DE ROGER HANIN

FAIRE un film traitant du délicat problème de la montée du racisme était un pari difficile en ces temps de « lepenite » aiguë. Partant de l'assassinat de Habib Ghemzi, jeune Algérien, jeté d'un train par trois futurs légionnaires, le beau du président a réalisé un film, hélas !, aussi subtil qu'un film d'Yves Boisset. Pourquoi avoir autant chargé les personnages ? Le flic humaniste aux répliques d'une légèreté éléphantesque ; le flic fachos, brebis galeuse d'un troupeau, paraît-il sain ; le jeune Beur, responsable et prêt à la discussion (Toumi Djadja caricaturé ?) ; la bande d'affreux néo-nazis, tellement bouffons avec leurs manches de pioche et leurs croix gammées, qu'ils font sourire ; le politicien véreux, de droite, au sourire glacé d'officier S.S. ; tout y passe ; et trop, c'est trop !

Dommage, car malgré son évident côté « commande gouvernementale », le film de R. Hanin aborde quelques questions d'actualité : la fascisation de la

société ; l'infiltration de l'extrême droite dans la police (bien plus importante que ce que le *train d'enfer* laisse imaginer !) ; les liens étroits entre la droite nationaliste « respectable » et les bandes d'activistes extrémistes ; la démission des témoins de meurtres racistes...

Cela dit, *Train d'enfer* ne s'adresse pas aux militants convaincus, c'est un film grand public qui vise avant tout à provoquer le spectateur jusque-là peut-être indifférent à ce qui peut arriver à son voisin de palier. Si la vue de ce film fait réfléchir certains, alors il est nécessaire.

Il n'empêche que chaque jour des affiches racistes sont collées, des travailleurs immigrés sont « raflés » par la police, des jeunes Maghrébins sont embarqués (et parfois flingués !) par des flics, pas nazis, mais qui font ce pour quoi l'Etat les paye. Le racisme empoisonne peu à peu la société... Et ça, c'est pas du cinéma !

Gil



rtaire
pourrir
à ce
ête avec
de lutte,
satisfaisa
e les dis-
unine et
ternatio-
natio-
endre le
e et de
ce mo-
ourquoi
et com-
? deuxième
devons
se ren-
mentale.
t que le
stes aux
soutien
vers un
lié à la
te et à
ans tou-
n natio-
— mais
syndica-
néral —,
chassés
s avions
oche de
si, nous
sous le
té diffé-
ou nous
par la
considé-
efforts
ématique
er notre
ont ceux
ndre ain-
urd'hui,
d'anar-
terrains
antérieu-
nos for-
investir.
par no-
os idées
s luttes
sociale.
de libé-
être pré-
'oppres-
stulants
a par le
our une
es, c'est
l'heure
ndres et
il nous
en plus,
plus pré-
dans la
ants du
ine lutte
is beau-
ndition,
s luttent
conten-
aynaud
urage de
évolution
y (F.A.),
ire, 45 F,
13 janvier
nt consul-
« Le jeu-
la « Rue »
la F.A.),
ire, 35 F.

L'OPÉRATION « JEAN-FABIEN » UN « FLOP » QUI EN ANNONCE D'AUTRES

Au bon vieux temps de Staline et du stalinisme pur et dur, c'était une pratique courante pour les partis communistes de l'époque d'infiltrer les rangs des « camarades pas dans la ligne » d'indicateurs et de provocateurs en tout genre. Toute les polices du monde, et donc tous les régimes policiers, ont toujours fonctionné ainsi !

Aujourd'hui, si on s'en tient aux dires du *Point* et de *Libération*, il semble que le P.C.F. ait renoué avec ses vieux démons. Pour ces deux journaux, en effet, l'opération « Jean Fabien » avec la publication de *Kremlin-P.C.F., conversations secrètes* et une interview encagoulée à Antenne 2, a été entièrement montée par Pierre Blotin, un proche de Roland Leroy, membre du comité central depuis 1979, et Bernard Vasqueur, membre du secrétariat personnel de Georges Marchais.

A l'origine de cette opération montée par la direction du parti : la peur panique des renovateurs. D'où, aux grands maux, les grands remèdes. En l'occurrence la mise sur pied d'une provocation pour jeter le discrédit sur les renovateurs. Ainsi, en jouant sur le réflexe « nationaliste » des militants du P.C.F., et comment ce réflexe n'aurait-

il pas joué devant des renovateurs anonymes publiant un livre critiquant le P.C.F. chez un éditeur bourgeois et disant du mal du parti communiste à la « télé socialiste » ; la direction du P.C.F. pensait que cela suffirait pour détourner des sirènes renovatrices la grande masse des militants.

Hélas !, trois fois hélas !, même si les chances des renovateurs sont quasi nulles pour ce qui est de faire triompher leur point de vue au prochain congrès — à savoir : l'indépendance par rapport à l'U.R.S.S., l'union de la gauche et un fonctionnement démocratique du parti — ; l'opération « Jean Fabien » n'en est pas moins un bide total. Dès lors, en effet, que l'on peut prouver ou tout simplement envisager l'hypothèse que cette opération est un coup monté, le discrédit, c'est bien évident s'abat sur la direction du P.C.F. et non plus sur les renovateurs. Mieux, les renovateurs se trouvent renforcés par le « flop » Jean-Fabien.

Et puis, et c'est quand même cela le plus important, les temps ont changé. Les communistes de 1984 ne sont plus les communistes de l'époque de Staline. Ils ont des yeux, des oreilles et un cœur. Ils savent que

le socialisme au-delà du rideau de fer n'est pas une panacée. Ils savent que leur parti a un fonctionnement qui n'est pas démocratique. Ils en ont marre de vivre au rythme des virages à 180° et d'insulter aujourd'hui leurs alliés de la veille et de demain. Et, ils ont envie que ça change et de changer de dirigeants.

Bref, les communistes de maintenant — un certain nombre d'entre eux, tout au moins — ont choisi quoi qu'il en coûte et quel que soit le temps qu'il faille de se battre au sein du parti pour le transformer.

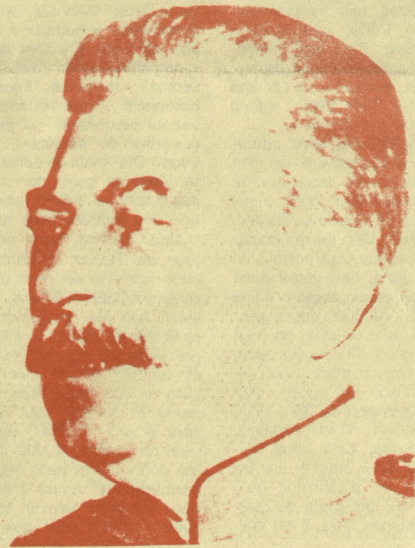
La preuve de tout cela, c'est le résultat des votes des conférences de sections, préparatoires au 25^e congrès. Un résultat qui, et c'est une nouveauté dans la vie du P.C.F., n'entérine pas le projet de résolution de la direction, et en revanche, soit le refus, soit traîne les pieds dans l'abstention, et ce, pour 25 à 30% des suffrages des délégués.

Comme on le voit, le 25^e congrès risque de connaître quelques remous. Le tabou de l'unanimité est en train de voler en éclat. Une opposition de masse à l'intérieur du P.C.F. pointe le nez à l'horizon de l'histoire. Certes, les choses ne change-

ront pas du jour au lendemain. Mais, je crois sincèrement qu'au P.C.F. rien ne sera plus vraiment comme avant. Le « flop »

de l'opération « Jean Fabien » n'est, à l'évidence, que le premier d'une longue série.

J.-M. Raynaud



Un fantôme hante le P.C.F. : celui de Staline.

L'ANNÉE DE LA DÉCENTRALISATION

MITTERRAND l'a donc annoncé lors de ses vœux à la presse : l'année 1985 sera l'année de la mise en place effective des lois de décentralisation. Décentralisation : le terme paraît plutôt sympathique, mais que recouvre-t-il réellement ? Bref, qu'avons-nous à attendre de cette réforme ?

Mitterrand aura au moins tenu une promesse ! Très vite engagée après 1981, cette réforme est bien l'une des seules promesses du candidat Mitterrand qui ne soit pas passée aux oubliettes ! Où sont passées, par exemple, les 35 heures ? Mais pourquoi cet attachement et cet empressement à « décentraliser » ?

Un nouvel espace de liberté ?

En fait, il s'agit bien moins de créer de nouveaux espaces de liberté que de moderniser l'Etat ; Etat à tradition jacobine, caractérisé donc par sa centralisation politique et administrative, ce qui ne va pas sans inconvénients.

Cette préoccupation n'est d'ailleurs pas nouvelle : dès les années 70, Olivier Guichard proposait déjà une décentralisation dont le but explicite était de développer le rôle de collectivités locales « tampons », ceci afin d'éviter que tout conflit local ne remonte au sommet, affaiblissant ainsi les « institutions républicaines ».

Il faut d'ailleurs noter que ce projet socialiste est appuyé par l'ensemble des organisations politiques, la droite ne regrettant que le peu de moyens mis à la disposition des collectivités locales — mais rassurez-vous, revenue au pouvoir elle ferait encore pire !

Moderniser l'Etat

Les rapports entre l'Etat et l'ensemble des collectivités locales sont donc redéfinis, l'Etat leur abandonnant la gestion de certaines fonctions administratives. Les buts en sont multiples, mais ils reviennent essentiellement à s'aligner sur les Etats qui sont économiquement les plus puissants : Etats-Unis, R.F.A., etc.

Le pouvoir politique tente ainsi de se rapprocher du « terrain », c'est-à-dire des lieux de création, de production... Ce qui va bien également dans le sens du libéralisme économique qui, aujourd'hui, a tant le vent en poupe — cela même dans les milieux de gauche. Ce libéralisme revendique toujours moins d'Etat et plus

de liberté d'entreprise, ce qui ne cache rien d'autre qu'une volonté de toujours exploiter davantage !

D'autre part, on désire créer des écrans entre les citoyens et les centres de décisions réels, ce qui, en période d'austérité, est essentiel. Aux élus locaux de répartir les pénuries et les coupes claires dans les budgets, essayant ainsi la colère des usagers. L'Etat est ainsi moins mis à l'index ; les maires, qui voient augmenter la responsabilité des communes sans financement équivalent, en font la découverte.

Les véritables centres de décision

L'Etat ne se trouve pourtant pas affaibli, surtout qu'il conserve bel et bien le véritable pouvoir de décision.

Au niveau économique, Deferre, lui-même, précise : « Il n'y a qu'une innovation importante : le droit accordé aux collectivités territoriales d'intervenir en matière économique pour sauver une entreprise en difficulté ». La région ou la municipalité n'interviennent donc qu'en dernier recours. De plus, l'exemple de certaines régions sacrifiées comme la Lorraine montre bien que les décisions graves échappent toujours aux collectivités locales et encore davantage, bien sûr, aux populations ! Surtout que, dans le même temps, le pouvoir de notre président de la République n'a jamais été aussi absolu !

Quant aux suppressions du préfet comme exécutif du département et de sa tutelle *a priori* sur les décisions des conseils municipaux, elles ne doivent pas faire illusion. De fait, les commissaires de la République conservent leur pouvoir de police et coordonnent les services administratifs indispensables aux collectivités locales. Quant au contrôle des budgets, il pourrait bien être plus strict encore — même s'il s'exercera après leur adoption —, car exercé par des institutions « décentralisées » et donc plus proches et plus présentes comme les tribunaux administratifs et les nouvelles Chambres régionales des comptes.

Le rôle des élus locaux

Après les conseillers municipaux et généraux, les conseillers régionaux seront, eux aussi, élus au suffrage universel. Et chacun sait bien, malheureusement, que la vie électorale de base (pas plus que celle du sommet, lorsque le président de la République est élu, par exem-

ple) n'est une école de démocratie ! Elle ne sert, en fait, que de marche-pied à toute une couche de petits notables qui cumulent sans partage fonctions et mandats, bien souvent au mépris des populations.

Ces notables auront donc plus encore l'occasion de faire régner l'arbitraire, le clientélisme et la défense... de leurs propres intérêts ! Le fait de confier la gestion de l'aide sociale au département plutôt qu'à la région est d'ailleurs fort significatif : ce niveau est bien le plus propice pour créer des rapports de clientélisme.

Rien à y gagner !

Sans, bien sûr, défendre l'ancienne organisation de l'Etat, il est pourtant de notre devoir de condamner ces projets de décentralisation ! Ceux-ci risquent, en effet, de dresser un rideau de fumée entre les populations et les véritables pouvoirs de décisions, masquant ainsi les responsabilités réelles, ce qui ne peut qu'obscurcir les consciences.

Ils vont aussi augmenter les pouvoirs des petits notables locaux qui auront désormais la possibilité de s'attaquer à certains acquis, divisant du même coup les travailleurs, les usagers qui verront leurs statuts et leurs conditions de travail et de service se multiplier, jusque même à l'intérieur d'une même profession.

Enfin, les inégalités, déjà cruelles entre certaines régions, risquent de s'accroître encore, selon le bon vouloir et les choix de nos « chers élus ». Certains sont déjà prêts à brader l'école publique, d'autres les subventions aux bibliothèques, etc.

Quitte à passer pour « ringards », les militants de la Fédération anarchiste lutteront donc contre le projet, mais sans ignorer pourtant que les aspirations pour le respect des spécificités locales et culturelles sont légitimes et essentielles. Malheureusement, un Etat même décentralisé reste un Etat.

Le capitalisme, même décentralisé, reste toujours le capitalisme ! Nos véritables propositions ne pourront donc s'insérer que dans une société libertaire, et ces propositions ont pour nom : « Gestion directe », « Fédéralisme »... Là se trouvent les véritables réponses aux aspirations d'une grande partie des populations, les véritables réponses également aux désordres qu'engendrent les sociétés autoritaires et centralisées qui sévissent aujourd'hui.

J.-M. Bavard
Liaison de Noyon